



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

45^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

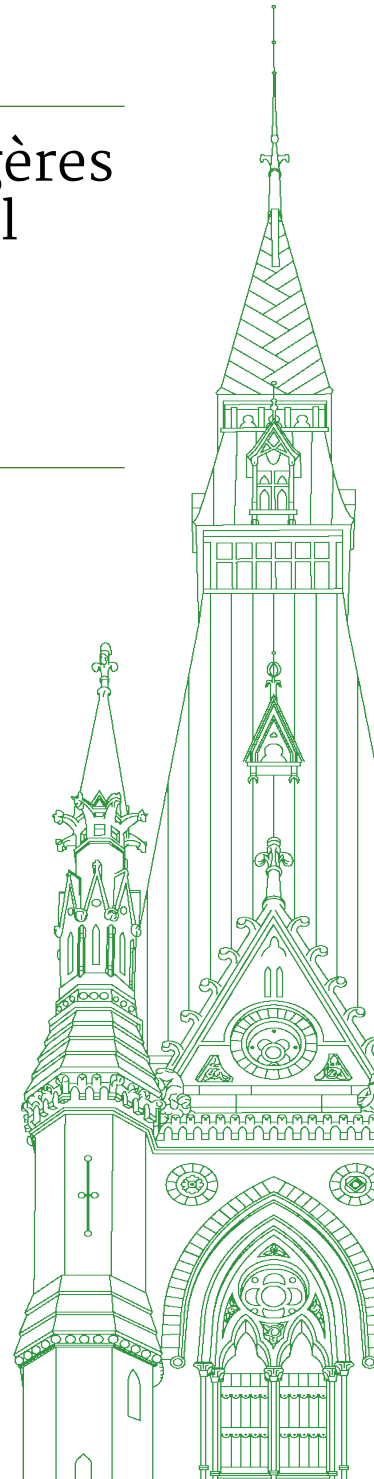
Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

TÉMOIGNAGES

NUMÉRO 029

Le mardi 14 avril 2026

Président : Ahmed Hussen



Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

Le mardi 14 avril 2026

• (1535)

[Traduction]

Le président (L'hon. Ahmed Hussien (York-Sud—Weston—Etobicoke, Lib.)): La séance est ouverte.

Bienvenue à la 29^e réunion du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international de la Chambre des communes. Conformément à l'article 108(2) du Règlement et à la motion adoptée par le Comité le jeudi 12 février 2026, le Comité se réunit pour étudier la transition politique en Syrie.

La réunion d'aujourd'hui se déroule sous forme hybride, conformément au Règlement. Des députés sont présents dans la salle, et d'autres participent à la réunion à distance au moyen de l'application Zoom.

Avant de poursuivre, j'aimerais demander à tous les participants dans la salle de consulter les lignes directrices inscrites sur les cartes qui se trouvent sur la table. Ces mesures sont en place pour aider à prévenir les incidents audio et les retours de son, et pour protéger la santé et la sécurité de tous, y compris celles de nos interprètes. Vous remarquerez également un code QR sur la carte, qui renvoie à une courte vidéo de sensibilisation.

Veuillez attendre que je vous nomme avant de prendre la parole. Ceux qui participent à la réunion par vidéoconférence doivent cliquer sur l'icône du microphone pour activer leur micro. Veuillez vous mettre en sourdine lorsque vous ne parlez pas. Si vous êtes sur Zoom, vous pouvez sélectionner, au bas de votre écran, le canal approprié pour l'interprétation: le parquet, l'anglais ou le français. Ceux qui sont dans la salle peuvent utiliser l'oreillette et sélectionner le canal désiré.

Je vous rappelle que tous les commentaires doivent être adressés à la présidence. Les députés présents dans la salle doivent lever la main s'ils souhaitent prendre la parole. Ceux sur Zoom doivent utiliser la fonction « Lever la main. » Le greffier et moi ferons de notre mieux pour gérer l'ordre des interventions.

J'aimerais maintenant souhaiter la bienvenue à nos témoins.

Nous accueillons, par vidéoconférence, Noah Bonsey, conseiller principal pour la Syrie à l'International Crisis Group. Nous recevons également, par vidéoconférence, Hisyar Ozsoy du Parti démocratique populaire de Turquie. Enfin, nous accueillons, par vidéoconférence, Muzna Dureid, cofondatrice du Syrian Women's Political Movement.

Vous disposerez d'un maximum de cinq minutes pour vos déclarations préliminaires. Ensuite, nous passerons aux questions des membres du Comité.

J'invite maintenant M. Bonsey à prononcer sa déclaration liminaire d'un maximum de cinq minutes.

Noah Bonsey (conseiller principal pour la Syrie, International Crisis Group): Je vous remercie de m'accueillir aujourd'hui. C'est un honneur de comparaître devant vous tous.

Après 16 mois, la transition en Syrie se déroule mieux que ce à quoi on aurait pu raisonnablement s'attendre, compte tenu des circonstances extrêmement difficiles l'entourant. Cependant, des revers tragiques sont survenus en cours de route, et les défis qui nous attendent sont immenses. Pour atteindre une stabilité pérenne, les nouveaux dirigeants du pays devront apporter d'autres ajustements, et la communauté internationale devra renforcer son appui.

Commençons par la bonne nouvelle. Le peuple syrien et les nouveaux dirigeants ont, dans une large mesure, réussi à maintenir l'unité de leur pays. Ce n'est pas rien, à la lumière de ce qu'ils ont traversé. En 14 ans de guerre civile, des centaines de milliers de Syriens ont été tués, et plus de 13 millions de personnes ont été déplacées. Cela représente plus de la moitié de la population du pays avant la guerre, et il faut compter quelque six millions de personnes qui sont devenues des réfugiés à l'étranger.

L'ancien régime de Bachar al-Assad a dirigé le pays et combattu avec une brutalité extrême, et il a délibérément exploité les lignes de faille entre les communautés de ce pays diversifié. Les extrémistes dans les rangs des rebelles en ont fait autant, ce qui a alimenté un cercle vicieux de polarisation et de radicalisation dans les deux camps du conflit. À la fin de 2024, alors que les forces de l'opposition progressaient et que le régime d'Assad s'effondrait, nombreux sont ceux qui se demandaient si le pays allait se fragmenter ou s'enliser dans de nouveaux cycles de guerre civile. Ce funeste destin ne s'est pas réalisé, grâce à l'incroyable résilience du peuple syrien et aux mesures louables, bien qu'incomplètes, prises par les nouveaux dirigeants syriens pour viser la réconciliation plutôt que la vengeance.

Je parlerai dans un instant des défis et des faiblesses, mais il convient de souligner que le passage rapide de la Syrie d'une guerre civile horrible et apparemment insoluble à une transition d'après-guerre est en soi une réalisation collective colossale. De ce fait, les Syriens commencent à rentrer chez eux. Environ 1,5 million de Syriens sont retournés en Syrie depuis l'étranger, et 1,8 million de Syriens déplacés à l'intérieur du pays sont retournés chez eux.

Les nouveaux dirigeants ont réussi à établir leur crédibilité sur la scène internationale, ce qui s'est avéré un facteur clé pour générer un élan positif et atténuer les préoccupations sur leurs racines djihadistes. La politique étrangère pragmatique du président Ahmed al-Sharaa et du ministre des Affaires étrangères Asaad al-Shaibani a permis de remporter des victoires cruciales. Pensons notamment à l'allègement des sanctions imposées par les États-Unis, le Canada et d'autres pays occidentaux; à l'annulation des désignations de terroristes auparavant imposées par le Conseil de sécurité des Nations unies; et à la création d'un réseau vaste et diversifié de relations diplomatiques constructives, qui comprend le soutien clé des pays occidentaux dans le Golfe, tout en réduisant les tensions avec la Russie et la Chine.

Ces réussites ont contribué à stabiliser le gouvernement de transition, même s'il compose avec des capacités limitées et une diversité lacunaire — un point dont je parlerai plus en détail dans un instant. Or, il a également connu des échecs profondément douloureux, en particulier au cours des huit premiers mois de la transition. Plus de 1 300 personnes, pour la plupart des alaouites, ont été tuées en mars 2025 lorsque les forces gouvernementales, en réponse aux attaques des insurgés, ont commis des massacres contre des civils...

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe (Lac-Saint-Jean, BQ): J'invoque le Règlement, monsieur le président.

Ça fait quelques fois, je pense, qu'il y a des coupures de son. Il faut penser à la santé et à la sécurité des interprètes. Malheureusement, on devra peut-être réévaluer...

[Traduction]

Le président: Nous allons suspendre la séance pendant quelques minutes.

Monsieur Bonsey, nous allons suspendre la séance pendant quelques minutes afin de permettre aux techniciens de régler les problèmes techniques. En effet, nous entendons votre déclaration de façon décalée.

• (1535) _____ (Pause) _____

• (1540)

Le président: Tout est réglé maintenant. Il vous reste environ une minute, alors vous pouvez conclure votre déclaration.

Merci.

Noah Bonsey: Bien que la discipline et le comportement des forces gouvernementales se soient améliorés au cours des mois suivants, cela ne suffira pas pour rétablir la confiance de nombreux Syriens, en particulier celle des communautés minoritaires.

Pendant ce temps, les besoins humanitaires des Syriens demeurent immenses, et la capacité internationale pour y répondre diminue. L'ONU estime que plus de 15 millions de Syriens ont besoin d'aide humanitaire, et la guerre régionale qui sévit actuellement a exacerbé le problème. Les États du Golfe sur lesquels la Syrie comptait pour obtenir du soutien et des investissements devront désormais accorder la priorité à leur propre résilience. À l'avenir, la recherche de moyens pour compenser ce manque à gagner devra être une priorité immédiate pour Damas et les pays qui l'appuient dans la communauté internationale.

En conclusion, je soulignerai brièvement quelques points supplémentaires que je serai heureux d'approfondir pendant la discussion.

Premièrement, le gouvernement syrien a pris une décision audacieuse en participant aux pourparlers avec Israël dirigés par les États-Unis, qui sont au point mort en raison du refus d'Israël de s'engager à se retirer du territoire syrien qu'il occupe depuis la chute du régime de Bachar al-Assad. Pour réduire le risque d'escalade et permettre la réintégration de Soueïda au sein de l'État syrien, il est important que Damas reste engagé dans cette voie et que les États-Unis continuent de faire pression sur Israël pour qu'il participe aux pourparlers de manière constructive.

Deuxièmement, l'entente d'intégration entre Damas et les Forces démocratiques syriennes dirigées par les Kurdes a mis fin à des semaines d'affrontements, a évité ce qui aurait pu être un horrible combat dans les régions kurdes et a pavé la voie à une gouvernance locale inclusive dans le Nord-Est du pays. Les deux parties ont fait preuve de sagesse en l'adoptant et de bonne volonté en la mettant en œuvre jusqu'à présent. Si elles poursuivent dans cette voie, ce sera un grand pas en avant pour l'ensemble du pays.

Enfin, à l'échelle nationale, il est également essentiel que la Syrie agisse rapidement pour améliorer l'inclusion des structures gouvernementales à tous les niveaux — des forces de sécurité locales au Cabinet. Le rendement et la crédibilité du gouvernement s'amélioreront s'il intègre mieux la riche diversité de la Syrie.

Merci.

Le président: Merci beaucoup de votre déclaration.

J'invite maintenant M. Hisyar Ozsoy à prononcer une déclaration préliminaire d'un maximum de cinq minutes. Merci.

Hisyar Ozsoy (ancien vice-président et député, Parti démocratique populaire de Turquie): Merci, monsieur le président, de m'accueillir aujourd'hui. Je vais commencer là où l'intervenant précédent s'est arrêté: sur la question des minorités.

Nous pensons que l'approche du Canada et de la communauté internationale à l'égard de la Syrie devrait s'appuyer sur une leçon évidente tirée des événements récents. Malheureusement, nous constatons que, au cours de la dernière année, chaque fois que la communauté internationale a accordé une légitimité aux dirigeants actuels à Damas, elle a été utilisée non pas pour bâtir une gouvernance inclusive, mais pour centraliser le pouvoir et réprimer les communautés.

Les États-Unis et certains partenaires européens, de concert avec la Türkiye, le Qatar et l'Arabie saoudite, visent une stabilité à court terme grâce à la centralisation et soutiennent un centre fort à Damas dans l'espoir de rétablir l'ordre. Or, dans les faits, la centralisation a donné lieu à beaucoup de répression. Les régions kurdes continuent de subir des pressions. Les civils alaouites sont victimes de violences massives impunies. Les communautés druzes ont subi de graves sévices, et les nouvelles autorités syriennes ont déjà tué des milliers de leurs propres citoyens, comme le faisait le régime de Bachar al-Assad auparavant. Cette approche centralisée peut réduire la fragmentation à court terme, mais elle prépare aussi le terrain pour de futurs conflits.

L'entente signée le 30 janvier dernier entre les Kurdes et Damas illustre bien ces risques. L'accord ne prévoit ni garanties internationales, ni mécanismes de surveillance et d'application de la loi, ni protections contraignantes pour l'inclusion politique et l'autonomie. Parallèlement, la politique américaine s'est rapprochée de celle d'Ahmed al-Sharaa, pour favoriser l'intégration dans un système centralisé sans mesures de protection adéquates. Cette situation renforce la perception selon laquelle les groupes pluralistes sont mis de côté en Syrie.

Nous pensons que le Canada devrait adopter un postulat différent, à savoir que l'inclusion des minorités n'est pas seulement une question de principe, mais aussi une exigence structurelle pour une stabilité pérenne. Les Kurdes, les Druzes, les alaouites, les chrétiens et les Arabes laïcs — et en particulier les femmes — ne forment pas simplement des communautés à protéger; ce sont des acteurs politiques essentiels qui peuvent servir de contrepoids au sein du système. Leur réelle inclusion peut contrer le centralisme autoritaire, limiter la domination de toute force idéologique — dans ce cas-ci, l'islamisme — et restreindre les tendances islamistes et fondamentalistes. Sans cet équilibre, le pouvoir se concentrera et la répression s'ensuivra.

Voilà pourquoi la décentralisation est essentielle. Un système décentralisé apporterait une véritable autonomie et une protection aux communautés vulnérables; réduirait les luttes à somme nulle pour le contrôle de Damas; institutionnaliserait le partage du pouvoir entre les régions et les communautés; et créerait des contrepoids à la domination autoritaire. La décentralisation n'est pas synonyme de fragmentation. Ce n'est pas du séparatisme. C'est plutôt un cadre qui permet à la diversité de jouer un rôle de force stabilisatrice.

Nous croyons et suggérons fermement que la légitimité, le soutien à la reconstruction et les relations normalisées qu'offrira la communauté internationale à la Syrie lui soient accordés à certaines conditions. Ces avantages devraient être assujettis à une gouvernance démocratique, à la décentralisation du pouvoir, à l'inclusion des minorités et des intervenants laïcs et à une reddition de comptes dans les cas de maltraitance. Sans ces conditions, le soutien externe au nouveau régime syrien ne fera que renforcer les dynamiques mêmes qui déstabilisent la Syrie.

Le Canada est bien placé pour aider à rééquilibrer la politique occidentale. En collaboration avec ses partenaires européens, en particulier le Royaume-Uni et la France, le Canada peut promouvoir une approche plus durable qui reconnaît que la stabilité ne vient pas de la concentration du pouvoir, mais bien de sa répartition qui favorise l'équilibre et la modération.

Dans ce contexte, nous recommandons que le Canada et la communauté internationale dans son ensemble, en échange de tous leurs engagements envers la Syrie, exigent une gouvernance démocratique et décentralisée; plaident en faveur de garanties internationales et de mécanismes de surveillance, surtout pour la mise en œuvre de l'accord avec les Kurdes; rejettent la légitimité inconditionnelle de Damas; soutiennent des négociations inclusives auxquelles participent toutes les grandes communautés; et favorisent la décentralisation comme cadre constitutionnel fondamental pour la stabilité.

Permettez-moi de conclure en soulignant de nouveau que le fait d'accorder une légitimité sans condition au nouveau régime syrien favorisera la centralisation et la répression et, au bout du compte, alimentera l'instabilité.

• (1545)

La stabilité en Syrie, je le répète, ne viendra pas de la concentration du pouvoir à Damas. Elle naîtra de la mise en place d'un système où les diverses communautés agissent comme contrepoids et où les tendances autoritaires et fondamentalistes sont tenues en bride. J'exhorte les décideurs canadiens à contribuer à rendre cet équilibre possible.

Merci.

Le président: Merci beaucoup pour votre déclaration.

J'invite maintenant Mme Muzna Dureid à faire sa déclaration préliminaire d'un maximum de cinq minutes.

[Français]

Muzna Dureid (cofondatrice, The Syrian Women's Political Movement): Merci, monsieur le président et membres du Comité, de m'avoir invitée à témoigner aujourd'hui.

[Traduction]

Je m'appelle Muzna Dureid. Je suis une Canadienne d'origine syrienne, une mère et une ancienne réfugiée. J'ai grandi à Al Qadam, à Damas, un quartier qui a été systématiquement anéanti par le régime Assad et ses alliés. Ma famille a enduré cinq années de siège, de bombardements, de massacres, de détentions forcées et de déplacements.

Je suis arrivée au Canada en 2016 en tant que demandeuse d'asile, jeune et sans plan, ne cherchant que la sécurité et la chance de retrouver ma famille. J'ai rebâti ma vie au Canada à partir de zéro tout en continuant à défendre les intérêts de la Syrie par l'entremise de mon travail axé sur les droits des femmes, les déplacements et l'intervention humanitaire. Je suis reconnaissante de ce que le Canada m'a offert.

Aujourd'hui, je comparais devant vous pour parler de ce que le Canada peut offrir à la Syrie.

L'automne d'Assad a donné à des millions de Syriens quelque chose qu'ils n'avaient pas ressenti depuis plus d'une décennie: de l'espoir. La Syrie se trouve maintenant à une croisée des chemins très fragile. Plus de trois millions de réfugiés et de personnes déplacées sont rentrés chez eux. Des dizaines de milliers de personnes ont été libérées, mais des centaines de milliers d'autres sont toujours portées disparues.

Un gouvernement de transition devait diriger le pays, dévasté par la guerre, la répression et l'effondrement institutionnel, mais la transition de la Syrie demeure profondément fragile. Le Nord-Est n'est pas stable. Les bombardements israéliens et les interventions externes illégales se poursuivent. Il n'y a toujours pas d'organe législatif. Des massacres sectaires ont été commis à Soueïda et sur la côte par des groupes progouvernementaux indisciplinés. Les groupes armés continuent de résister à l'intégration dans un État unifié, et plus de 80 % de la population syrienne vit sous le seuil de la pauvreté.

C'est la réalité avec laquelle le Canada doit composer, et non la Syrie des manchettes d'hier.

Je suis ici parce que je choisis de soutenir la transition de la Syrie non pas en raison de l'accord politique avec ses nouvelles autorités, mais parce que ce moment délicat exige la collaboration de différents acteurs. Soutenir une transition, ce n'est pas la même chose que l'appuyer. Le Canada devrait tendre vers un engagement politique direct et fondé sur des principes avec les nouvelles autorités syriennes, en assurant la coordination avec ses alliés et en ayant des attentes claires.

D'autres partenaires du Groupe des cinq et pays du G7 ont déjà agi en ouvrant des ambassades, en établissant une coopération et un commerce directs et en façonnant l'espace politique. Le Canada ne devrait pas demeurer absent pendant que cet espace est formé par d'autres. L'engagement diplomatique n'est pas de la naïveté. Ce n'est pas une approbation. C'est une reconnaissance de la réalité et une décision d'utiliser la présence pour influencer sur les résultats.

Par le passé, le Canada a engagé des acteurs politiques issus de milieux armés. L'histoire nous enseigne que les transitions sont compliquées et que l'acteur armé d'hier peut, dans les bonnes conditions, faire partie du règlement politique de demain.

Il y a quatre priorités d'action pour le Canada.

Premièrement, le Canada devrait soutenir une transition politique inclusive. Les femmes, les minorités, les représentants de la société civile et les Syriens de tout le pays doivent jouer un rôle significatif pour façonner la Constitution, les nouvelles institutions et la réconciliation nationale.

Deuxièmement, le Canada devrait appuyer la responsabilisation et la justice transitionnelle. La Syrie ne peut pas bâtir un avenir durable en se fondant sur une impunité recyclée. Cela signifie qu'il faut soutenir la Commission nationale pour la justice transitionnelle et les acteurs connexes qui travaillent à établir une responsabilisation crédible et à rompre clairement avec les violences du passé.

Troisièmement, le Canada devrait investir dans le renforcement de l'État et le rétablissement des civils, et pas seulement dans l'aide humanitaire. Ce sont les institutions fonctionnelles, l'éducation, les services locaux et la réforme du secteur de la sécurité qui détermineront si cette transition se tiendra.

Quatrièmement, le Canada devrait tirer parti de l'expertise des Canadiens d'origine syrienne. Le Canada abrite l'une des diasporas syriennes les plus compétentes au monde, qui compte des personnes ayant une grande expertise en matière de politiques, de droit, de technologie et d'intervention humanitaire. C'est un actif sous-utilisé. Le renforcement des relations diplomatiques et consulaires créerait des avantages mutuels pour les deux pays. Je remarque que quatre ministres syriens actuels et un ambassadeur aux Nations unies ont la citoyenneté canadienne et des liens directs avec le Canada.

En conclusion, la transition de la Syrie doit être inclusive, responsable, fondée sur les droits et dirigée par les Syriens. Si elle est réussie, elle pourrait témoigner du pouvoir de la coopération internationale et être une lueur d'espoir pour ceux qui sortent de la destruction.

● (1550)

La question dont le Comité est saisi n'est pas de savoir si la transition de la Syrie est parfaite. Elle ne l'est pas. L'engagement n'est pas un cadeau que nous donnons lorsqu'une transition réussit. C'est l'un des outils qui permettent de réussir une transition.

La vraie question à se poser, c'est si la mobilisation, le renforcement et le façonnement de cette ouverture fragile en valent la peine avant qu'elle ne disparaisse... et je crois que oui.

Merci.

[Français]

Le président: Je vous remercie beaucoup de votre présentation.

[Traduction]

Nous allons maintenant passer aux questions des députés, en commençant par M. Ziad Aboultaif.

Vous disposez de six minutes.

Ziad Aboultaif (Edmonton Manning, PCC): Merci, monsieur le président.

Madame Dureid, monsieur Ozsoy et monsieur Bonsey, bienvenue au Comité et merci de votre participation aujourd'hui.

Monsieur Ozsoy, en mars 2025, la Syrie a adopté des garanties constitutionnelles protégeant les minorités et la liberté de tous les Syriens. Pourtant, dans des milliers de cas signalés, les minorités, y compris les communautés alaouites, druzes, kurdes et chrétiennes, ont été victimes d'humiliation, de déplacements, de meurtre et de blessures, et des femmes et des filles ont été enlevées et violées.

Dans quelle mesure la Syrie a-t-elle réussi à respecter les garanties constitutionnelles et à défendre la liberté des minorités syriennes?

Hisyar Ozsoy: Merci.

Nous sommes maintenant dans un processus de transition. Honnêtement, nous ne pouvons pas vraiment parler de la primauté du droit. Le président émet des décrets de temps en temps, et ils sont adoptés sous forme de lois. Le processus constitutionnel va probablement prendre de cinq à sept ans... On ne le sait pas.

Ce que nous avons vu jusqu'à présent sur le terrain, c'est que ce genre de garanties n'a pas permis aux minorités de vivre en sécurité. Tout le monde a peur.

L'idée, c'est que tout le monde doit vraiment travailler ensemble, tant les communautés syriennes que la communauté internationale. Je suis tout à fait d'accord avec Muzna Dureid, l'intervenante précédente. Nous devons tous collaborer à cet égard. C'est une transition très difficile.

En même temps, nous n'avons pas été en mesure de voir le gouvernement là-bas — qui reçoit une sorte de légitimité et de soutien international — aider à inclure ces communautés historiquement persécutées dans le processus de gouvernance. Malheureusement, l'expérience sur le terrain pour les alaouites, les Druzes et les Kurdes n'a pas été bonne, si je puis dire. Les mots sont là. Damas fait parfois des déclarations au sujet des droits des minorités et des femmes, qui devraient être appréciées et encouragées. Dans les faits, malheureusement, il y a eu de graves conséquences pour toutes ces communautés.

Elles veulent négocier une entente équitable avec Damas. À ma connaissance, personne ne s'oppose à ce que la communauté internationale travaille avec M. Charaa à Damas en ce moment. Comment cela va-t-il fonctionner? S'agira-t-il d'un gouvernement centralisé et islamiste qui réprime toutes les communautés, les forces laïques et les femmes?

Dans ce contexte, j'aimerais simplement répéter que, oui, la transition de la Syrie devrait être soutenue de toutes les manières possibles, mais en même temps, ce soutien devrait être clairement conditionnel à l'émergence d'une structure inclusive et démocratique en Syrie.

• (1555)

Ziad Aboultaif: Merci. Cela m'amène à une deuxième question.

Une commission d'enquête des Nations unies a signalé en août 2025 que des massacres et des crimes de guerre avaient eu lieu partout en Syrie en mars 2025. Le rapport a révélé que certains des auteurs étaient des combattants progouvernementaux.

Dans quelle mesure croyez-vous que le gouvernement syrien par intérim a joué un rôle dans cette situation?

Hisyar Ozsoy: Nous n'avons pas vraiment beaucoup de faits sur le terrain, parce qu'il est très difficile pour les journalistes et d'autres personnes d'aller faire des missions d'enquête. Il ne fait aucun doute que certaines attaques ont été encouragées par le gouvernement et par les tribus en particulier. Nous savons que bon nombre d'entre elles étaient sympathiques à l'égard du gouvernement. Certaines milices turques étaient également très actives, en particulier dans les zones côtières où le peuple alaouite a été massacré. Nous le savons.

Il est également vrai que M. Charaa n'a pas le plein contrôle de toutes ces milices et de tous ces groupes armés. En même temps, il est le président du pays, et il doit trouver un moyen de mettre fin à ce genre de massacres. C'est...

Ziad Aboultaif: On parle du rapport de la Commission des Nations unies, et c'est grave. Ils ont pris le temps, ils sont allés sur le terrain et ils ont rencontré des personnes vulnérables, des personnes déplacées. Des gens ont été tués. Les villes ont été brûlées. Des femmes ont été enlevées et violées... et des filles. C'est un rapport très crédible et très sérieux, n'est-ce pas?

Hisyar Ozsoy: Oui, tout à fait, c'est vrai. Je pense que ce qui y est décrit est très limité. Plus récemment, lorsque les attaques contre les deux quartiers d'Alep ont eu lieu, nous avons vu comment des femmes ont été tuées et jetées des balcons. Rien de tout cela n'a été porté à l'attention de la communauté internationale. Ce n'est pas seulement... Honnêtement, toutes sortes d'atrocités y sont commises.

Que le gouvernement de Damas ne puisse pas ou ne veuille peut-être pas... D'une certaine façon, le gouvernement cherche également à réprimer ces communautés dans le processus de centralisation du pouvoir. Ce ne sont pas seulement des fous qui essaient de se tuer. C'est un processus de centralisation des pouvoirs et de destruction des communautés qui ne se sentent pas en sécurité face au nouveau régime.

Ziad Aboultaif: Rapidement, quelles sont les méthodes possibles pour tenir le gouvernement responsable de ses actes?

Hisyar Ozsoy: Je veux dire, en ce qui concerne la communauté internationale... C'est ce que j'ai essayé de souligner dans mon discours. La Syrie est un pays totalement dévasté. Son peuple a été tué — plus de 500 000 personnes selon les estimations les plus conservatrices — et des dizaines de millions de personnes ont quitté le pays. Il n'y a pas d'économie, pas de sécurité et pas de sûreté. Il est en ruine.

Bien sûr, le gouvernement et le peuple syriens ne peuvent pas réparer les dommages par eux-mêmes, alors toutes les formes de sou-

tien international sont essentielles. La légitimité, les fonds de reconstruction et la normalisation, je suis tout à fait d'accord, mais tout cela devrait se faire de façon conditionnelle. Assurez-vous que le régime syrien ne sera pas un autre régime répressif, autoritaire et centralisé.

Le précédent était laïc, et celui-ci est peut-être islamiste, mais la nature du pouvoir est importante. S'agira-t-il d'un gouvernement démocratique décentralisé, comprenant toutes sortes de communautés, pas seulement les communautés ethniques et sectaires, mais aussi les femmes et les forces laïques de la société ou non? Si le président actuel du pays et les gens qui l'entourent ne sont pas prêts à avoir un gouvernement démocratique, il est évident que la communauté internationale devrait avoir des réserves. C'est pourquoi je dis que tout engagement devrait être strictement conditionnel.

• (1600)

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à Mme Vandenberg. Vous avez six minutes.

Anita Vandenberg (Ottawa-Ouest—Nepean, Lib.): Merci beaucoup, monsieur le président.

Merci à tous nos témoins.

Chacun d'entre vous a fait valoir que la transition démocratique en cours en Syrie doit respecter la diversité, respecter les droits et bâtir une démocratie inclusive. J'aimerais approfondir un peu cette question.

Je vais commencer par vous, madame Dureid, mais j'aimerais aussi que M. Ozsoy nous parle plus tard des communautés kurdes en particulier. Madame Dureid, vous avez beaucoup travaillé sur les questions des femmes, de la paix et de la sécurité. Nous savons — et nous l'avons vu à l'échelle mondiale — que lorsque les femmes ne sont pas seulement bénéficiaires de l'aide, mais qu'elles sont des participantes actives et qu'elles jouent un rôle réel dans le processus de gouvernance, la paix et la stabilité durent plus longtemps. Je me demande si vous pourriez nous dire ce que vous pensez que le Canada peut faire, étant donné que nous avons maintenant notre troisième plan d'action national sur les femmes, la paix et la sécurité, et que nous avons beaucoup d'expertise dans ce domaine.

Est-ce là que le Canada pourrait avoir un créneau, où nous pourrions apporter un soutien aux femmes en Syrie à cet égard?

Muzna Dureid: Je vous remercie de cette importante question.

En fait, au cours des sept dernières années, le Canada a soutenu le mouvement politique des femmes syriennes, qui est comme celui dont je fais partie, ce qui nous a aidées à accomplir beaucoup de choses. La seule femme ministre à l'heure actuelle, Hind Kabawat, est cofondatrice de notre mouvement. Le fruit de tous les investissements que le Canada a faits dans le passé est aujourd'hui visible pour tout le monde. Il faut maintenant continuer de soutenir la société civile et les initiatives qui favorisent la participation des femmes, et exercer des pressions sur la société et le gouvernement pour accroître la participation des femmes. Il faut aussi conseiller et soutenir le gouvernement en vue notamment de supprimer toutes les réserves relatives à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et d'appuyer le Plan d'action national pour la paix et la sécurité. Il s'agit aussi de s'inspirer d'autres pays arabes, comme la Jordanie, qui ont accompli beaucoup dans ce dossier.

Le Canada peut prendre de nombreuses mesures, mais si vous n'échangez pas avec le gouvernement, vous ne pouvez pas exercer des pressions sur lui pour qu'il fasse quelque chose de précis, en particulier en ce qui concerne la participation des femmes, parce que, historiquement, en Syrie, les femmes ont été marginalisées par la loi et par la société. Il est maintenant temps de voir des femmes au gouvernement diriger le changement de la loi en Syrie et changer les normes sociales également.

Anita Vandenberg: Merci beaucoup. Ce sont de très bons conseils.

J'aimerais m'adresser à M. Ozsoy.

Vous avez parlé de la possibilité de décentralisation et du danger d'une trop grande centralisation. Nous savons qu'il y a de nombreux groupes minoritaires, comme vous l'avez dit plus tôt. La communauté kurde en particulier est divisée parce qu'elle est présente dans de nombreux pays. Dans certains cas, les Kurdes ont obtenu l'autonomie gouvernementale. Je me demande si vous pourriez nous parler un peu de ce à quoi cela ressemblerait, pour nous assurer d'avoir ce genre de gouvernance inclusive, de décentralisation, et de ne pas intégrer dans les structures futures certaines des failles dont vous avez parlé et qui causeraient ensuite une fracture.

• (1605)

Hisyar Ozsoy: Merci pour cette excellente question. Je tiens à souligner deux points importants concernant les Kurdes. Tout d'abord, en effet, les populations kurdes vivent en Irak, en Iran, en Turquie, et en Syrie. En Irak, les Kurdes disposent d'une structure fédérale reconnue à l'échelle internationale et, bien entendu, par la Constitution irakienne.

En Syrie, les Kurdes continuent de réclamer une certaine autonomie. Comme je l'ai dit dans mon allocution, il ne s'agit pas de séparatisme, mais d'une volonté de la part des Kurdes de disposer de certaines structures d'autogouvernance dans le cadre d'un régime décentralisé. Alors que les Kurdes s'efforcent d'apporter leur contribution au pays, le régime de Damas tente de saper toute velléité de décentralisation. Il s'agit là du cœur du problème, et il en va de même pour d'autres minorités en Syrie, notamment les Druzes et les Alévis.

Je souhaite également ajouter une chose au sujet de la question des femmes, car je pense que cela risque de constituer un élément central du régime qui est en train d'émerger en Syrie. Vous voyez, tout le monde occidental s'est fasciné par ces magnifiques femmes kurdes qui ont combattu le groupe État islamique. En réalité, ces femmes en uniforme des YPG, les unités de protection du peuple kurde, ont grandement contribué à la défaite du groupe État islamique. Je me rappelle que même des revues de mode avaient mis des combattantes kurdes en une. Mais maintenant que le groupe armé État islamique est vaincu et qu'Assad est parti, ces combattantes kurdes veulent être intégrées au sein des nouvelles forces armées syriennes. Néanmoins, le nouveau régime leur a bien fait comprendre qu'il n'y a plus de place pour les femmes dans l'armée, et qu'elles doivent retourner chez elles, à leurs fourneaux. Bref, je suis certain que vous pouvez comprendre la désillusion de ces combattantes.

En réalité, les combattantes kurdes ne souhaitent pas se séparer du régime central, mais bien s'y intégrer de manière autonome. Les femmes, les Kurdes, et les membres des autres minorités sont malheureusement perçus par le gouvernement central comme des éléments menaçants, et non comme des interlocuteurs légitimes avec

lesquels collaborer pour reconstruire le pays. La chute d'Assad représente pourtant une occasion en or pour tous les peuples de Syrie. Ces minorités ont désormais la possibilité de se rassembler et de participer à la reconstruction de leur pays. Néanmoins, si les dirigeants de Damas continuent d'imposer une vision fortement centralisée, nous craignons que de nouveaux conflits n'émergent à l'avenir. Dans ce contexte particulier, je pense qu'il faut accorder une attention particulière aux revendications des combattants kurdes, et des femmes kurdes de manière générale.

Le président: Je vous remercie.

Hisyar Ozsoy: Les Kurdes mènent en ce moment des efforts diplomatiques avec le gouvernement central dans l'objectif d'obtenir davantage d'autonomie.

Le président: Je vous remercie.

Nous allons maintenant céder la parole à M. Brunelle-Duceppe pour un total de six minutes.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Merci, monsieur le président.

Merci, monsieur Ozsoy. Votre dernière intervention était très intéressante.

Vous avez dit qu'il y avait un danger, notamment parce que le pouvoir s'est fortement centralisé autour de la présidence. Certains acteurs politiques communautaires sont en jeu présentement. On parle évidemment des Kurdes et des Druzes. On parle aussi des droits des femmes.

Il y a toujours un dilemme quand il s'agit de savoir comment on choisit de soutenir la transition d'un régime, comme dans la situation présente en Syrie. En parallèle, il y a le danger de légitimer un pouvoir qui continue la répression envers les Kurdes, les Druzes et les femmes, justement.

Y a-t-il une ligne rouge que le régime ne doit pas franchir pour garder ce soutien de la part des pays qui veulent aider la transition en Syrie? Si oui, quelle serait-elle, cette fameuse ligne rouge?

[Traduction]

Hisyar Ozsoy: La situation est la suivante: la communauté internationale ne dispose malheureusement ni d'un mandat ni d'un mécanisme à caractère contraignant par rapport au régime syrien. Par conséquent, nous devons axer nos efforts sur deux priorités. Tout d'abord, nous devons mettre en place certains mécanismes de surveillance sur le terrain. Nous devons recueillir de manière continue des renseignements sur ce qui se passe concrètement sur le terrain pour vérifier si des atteintes au droit international ont été commises. Car en réalité, beaucoup d'acteurs ne respectent plus le droit international de nos jours. Nous devons continuer de porter une attention particulière aux enjeux liés à la gouvernance démocratique, à l'autonomie, et aux droits des femmes.

Ensuite, j'ai affirmé plus tôt dans mon allocution que tout soutien de la communauté internationale ne devait être accordé qu'à certaines conditions bien précises. Par exemple, lorsque le Congrès américain a tenté de contrebalancer certains politiques de l'administration américaine actuelle, il a organisé un débat constructif, et a effectivement fixé plusieurs conditions. Évidemment, le nouveau régime syrien ne doit pas bénéficier d'un chèque en blanc de notre part, surtout s'il commet des massacres contre ses propres minorités.

En ce sens, nous avons besoin de mettre en place plusieurs mécanismes de contrôle institutionnels, et ce, sur une base continue. Et si le gouvernement syrien n'obtient pas de bons résultats, nous ne devons pas hésiter à entamer une nouvelle série de négociations. Nous devons exercer une pression constante sur le régime syrien. Pour être honnête, en matière d'orientation idéologique et politique, le président actuel s'est montré plutôt pragmatique jusqu'à présent, car il a besoin d'asseoir sa légitimité et d'obtenir du soutien à l'échelle internationale. Néanmoins, en ce qui concerne son orientation idéologique et politique, nous ne pouvons toujours pas lui faire confiance. Nous sommes d'avis que le nouveau président syrien doit en faire davantage pour que la communauté internationale lui confère une légitimité.

• (1610)

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Merci, monsieur Ozsoy.

Madame Dureid, comment évaluez-vous la participation des femmes dans la transition actuelle en Syrie?

Muzna Dureid: Malheureusement, la participation des femmes est très faible. On a besoin de pousser pour qu'il y ait plus de femmes syriennes qui s'engagent en politique. On doit faire pression sur le gouvernement pour s'assurer que les femmes ont une place à la table. Il faut pouvoir compter sur des femmes ayant suivi différents parcours pour assurer la diversité politique et la diversité ethnique. Je pense que, la participation des femmes, c'est une des priorités pour la Syrie maintenant.

On peut voir qu'il n'y a pas beaucoup de participation des femmes. Elles sont isolées. Le Canada a l'expérience et les moyens nécessaires pour avoir des discussions avec le gouvernement et d'autres partenaires. Il faut s'assurer que les femmes sont actives et qu'elles ont une place à la table politique. De cette manière, elles pourront avoir une participation générale dans la Constitution, dans le Parlement et partout.

Six femmes ont gagné les élections parlementaires. On attend toujours la troisième liste du président pour savoir quel sera le pourcentage de participation des femmes au Parlement.

Alexis Brunelle-Duceppe: Monsieur Bonsey, pouvez-vous nous dire si la crise qui a lieu présentement au Moyen-Orient entre Israël, l'Iran et les États-Unis a des répercussions sur la transition en Syrie?

[Traduction]

Le président: Monsieur Bonsey, je vous demanderais de répondre brièvement, merci.

Noah Bonsey: Bien entendu. En un mot, la réponse est oui. Il est évident que la Syrie est moins affectée que les pays directement impliqués dans ce conflit régional. Néanmoins, comme je l'ai brièvement mentionné dans mon intervention, les besoins humanitaires sont manifestement si importants que toute nouvelle perturbation, tout nouveau déplacement de population, ou toute autre forme de désordre dans la région risque de mettre les donateurs à rude épreuve. Surtout, le nouveau régime syrien a misé sur le soutien des pays du Golfe, et ses besoins demeurent immenses. Le gouvernement a parié sur un soutien direct des monarchies du Golfe, notamment pour le paiement des salaires au sein de la fonction publique, ainsi que pour des investissements dans l'économie en général.

Nous pouvons tous imaginer qu'à Riyad, à Doha et à Abou Dabi, les priorités vont changer suite au déclenchement de la guerre ré-

gionale contre l'Iran. Évidemment, ces pays devront consacrer davantage de moyens à leur propre défense, ainsi qu'à d'autres priorités nationales. Par conséquent, cela implique une diminution de l'aide accordée à la Syrie. Le Canada, bien entendu, a un rôle positif majeur à jouer dans ce domaine.

• (1615)

Le président: Merci beaucoup, monsieur Bonsey.

Sur ce, nous allons à présent entamer une nouvelle série de questions, en commençant par Mme Lianne Rood.

Madame Rood, à vous la parole pour cinq minutes, je vous prie.

Lianne Rood (Middlesex—London, PCC): Merci beaucoup.

Je tiens tout d'abord à remercier nos invités pour leur présence parmi nous. Ma première question s'adresse à M. Ozsoy.

Le gouvernement du Canada prétend lutter contre le terrorisme, mais continue pourtant d'entretenir des relations avec le régime syrien, issu d'un mouvement armé islamiste. Par ailleurs, le gouvernement canadien marginalise les forces mêmes qui ont contribué à vaincre le groupe armé État islamique. Comment peut-on justifier de telles positions auprès de la population canadienne?

Hisyar Ozsoy: En fait, nous nous posons la même question: comment se fait-il qu'un individu qui figurait sur toutes les listes d'entités terroristes il y a deux ans, soit aujourd'hui accueilli dans les grandes capitales du monde, notamment aux États-Unis et en Europe? On constate qu'il y a là une certaine dose de pragmatisme. Le président Trump — que je ne souhaite absolument pas citer — a déclaré que le nouveau président de la Syrie était le seul homme qu'ils avaient pu trouver pour occuper ce poste.

Les Syriens souhaitent réellement reconstruire leur pays. Il ne s'agit pas seulement du nouveau régime, mais du peuple. Nous parlons de dizaines de millions de personnes qui tentent de reconstruire leur pays. En ce sens, c'est une question d'engagement. Que ce soit un membre de la famille Assad, M. al-Sharaa, ou tout autre individu, quelqu'un doit piloter la transition politique en Syrie. Évidemment, une personnalité démocrate, laïque, et favorable à la protection des droits des femmes serait l'idéal à nos yeux, mais compte tenu de la situation géopolitique dans ce pays... Il s'agit d'une situation tout à fait regrettable.

Ce que la communauté internationale peut faire aujourd'hui, tant de l'intérieur que de l'extérieur, c'est de mettre en place certains mécanismes de contrôle pour encadrer le régime islamiste actuel, qui présente des tendances autoritaires. Nous savons que la situation est très difficile, mais si on la laisse évoluer de son propre chef, je crains que nous n'ayons affaire à l'émergence d'un régime politique encore plus dysfonctionnel et répressif. Voilà pourquoi l'engagement de la communauté internationale est nécessaire, non pas pour soutenir M. al-Sharaa, mais pour venir en aide au peuple syrien lui-même, dans toute sa diversité. Après tout, tout le monde cherche à trouver une issue à cette guerre.

Néanmoins, le soutien de la communauté internationale doit être organisé avec le plus grand soin, et subordonné au respect de certains principes fondamentaux.

Lianne Rood: Merci beaucoup, monsieur Ozsoy.

Monsieur Bonsey, le gouvernement du Canada a décidé de nouer des relations avec les autorités syriennes liées à Ahmed al-Sharaa, tout en retirant Hay'at Tahrir al-Sham de sa liste des entités terroristes.

Pourriez-vous nous expliquer quelles mesures de diligence raisonnable ont été prises pour faire en sorte que ces dirigeants ne représentent plus une menace extrémiste? La politique que mène le Canada revient-elle à légitimer d'anciens réseaux djihadistes?

Noah Bonsey: Merci pour la question.

D'autres invités ici présents sont mieux placés pour vous parler des détails de la politique canadienne, je ne m'étendrai donc pas sur ce sujet.

Le parcours des dirigeants actuels de Damas est bien connu et ne fait l'objet d'aucun débat. Ce que l'on peut affirmer, en se fondant non pas sur leurs paroles, mais sur leurs actes au fil des ans, c'est qu'ils ont évolué, de manière très concrète, de manière significative sur l'échiquier idéologique. Ils demeurent des islamistes, je ne pense pas qu'ils le contesteraient. En revanche, ils sont devenus beaucoup plus pragmatiques et moins totalitaires avec le temps. Les dirigeants syriens ont montré qu'ils réagissaient à différentes incitations, tant positives que négatives.

Je ne pense pas que quiconque s'attende à ce que les pays du monde entier se fient aux intentions profondes d'un autre acteur de la scène internationale, et encore moins à celles d'un ancien groupe djihadiste. Nous n'allons pas nous fier à leurs intentions affichées, mais plutôt les juger sur la base de leurs actes. Ce que M. al-Sharaa et son entourage ont montré jusqu'à présent, c'est qu'ils réagissent aux incitations positives et négatives, donc je...

Lianne Rood: Merci beaucoup. Je m'excuse, mais je vais devoir passer à autre chose, car il ne me reste plus qu'une minute.

Monsieur Ozsoy, la Turquie, un pays membre de l'OTAN, a mené à plusieurs reprises des opérations militaires dans le nord de la Syrie, visant des villes kurdes et les forces kurdes, notamment les FDS. Les actions de la Turquie sont considérées comme portant atteinte à la stabilité régionale et aux efforts de lutte contre le terrorisme. Quelles sanctions faudrait-il imposer en réponse?

Hisyar Ozsoy: Je dirais que la Turquie continue d'enfreindre le droit international.

J'ai été député pendant huit ans. Je suis aujourd'hui contraint de vivre en exil en Allemagne. Je ne peux pas retourner dans mon pays. Le piètre bilan de la Turquie en matière de démocratie et de droits de la personne est bien connu. Malheureusement, l'Europe, les États-Unis et tous les autres ont fermé les yeux sur la détérioration de la situation des droits de la personne et de la démocratie en Turquie.

À mon avis, il demeure indispensable de dialoguer avec la Syrie et la Turquie, mais comme nous le disons souvent, tout dialogue doit être strictement subordonné à certaines conditions. Si la Turquie accepte de respecter certaines normes démocratiques, tant mieux; dans le cas contraire, elle devra en assumer les conséquences.

• (1620)

Le président: Merci beaucoup.

Nous cédon maintenant la parole à M. Steven Guilbeault.

[Français]

Vous avez la parole pour cinq minutes.

Hon. Steven Guilbeault (Laurier—Sainte-Marie, Lib.): Merci, monsieur le président.

[Traduction]

Je tiens d'abord à remercier tous nos invités d'avoir été parmi nous, et d'avoir partagé leur expérience et leurs connaissances. Merci beaucoup.

Monsieur Bonsey, j'aimerais revenir sur la question posée tout à l'heure par mon collègue du Bloc québécois. Vous n'avez eu que peu de temps pour répondre à ce que vous considérez comme les implications plus larges du conflit régional en phase de transition. Je vous accorde donc un peu de temps pour développer la brève réponse que vous avez donnée tout à l'heure.

Noah Bonsey: Merci pour la question.

Je tiens vraiment à commencer par l'approche « humanitaire et développement », car les besoins matériels de la population syrienne sont tout simplement colossaux. J'ai mentionné tout à l'heure que, selon les estimations de l'ONU, au moins 15 millions de personnes sont dans le besoin. Cela représente la grande majorité de la population du pays, c'est pratiquement tout le monde qui y vit. Les besoins en tout genre demeurent immenses.

Vous savez bien entendu que l'aide internationale dans son ensemble a été considérablement réduite au fil des ans, notamment en raison des changements mis en œuvre par l'administration Trump. Si l'on ajoute à cela les ressources déjà très limitées dont chacun disposera en raison de la guerre régionale, en particulier de ce qui se passe au Liban voisin... Par ailleurs, je tiens à rappeler que près de 200 000 personnes ont fui le Liban pour se réfugier en Syrie depuis le début de la guerre. À cela s'ajoute le fait que nous nous attendons tous à une baisse des financements provenant des pays du Golfe, pour les raisons que j'ai évoquées. Comme je l'ai dit, cela représentait une part importante du pari à Damas. Il ne reste donc que des besoins colossaux qui pourraient freiner le processus de reconstruction du pays dans son ensemble.

Je pense que nous sommes tous d'accord ici pour dire que la Syrie a besoin de soutien concret de la part de la communauté internationale. Une partie de ce soutien devrait être humanitaire et inconditionnel. Nous devons nous assurer de combler tous les besoins de base de la population.

Une partie des mesures de soutien prendra la forme d'une aide au développement. Bien entendu, le Canada et d'autres pays vont exiger d'obtenir certaines contreparties en échange de leur soutien. À quel point ces contreparties seront-elles concrètes ou soumises à des conditions... De telles mesures de soutien doivent être assujetties à différentes attentes sur le plan politique. Je pense que c'est compréhensible, mais l'ampleur de l'aide doit être considérable pour que les Syriens puissent se relever, rentrer chez eux, et refaire leur vie.

L'hon. Steven Guilbeault: Merci pour cette réponse.

J'ai une autre question à vous poser. Comment le Canada et les pays partageant les mêmes valeurs peuvent-ils concilier notre engagement en faveur de la responsabilité pour les atrocités commises et la nécessité de soutenir les progrès vers la stabilité sociale et politique?

Noah Bonsey: Merci pour cette autre question fort pertinente.

Il n'y a pas de réponse simple à cette question, car il existe manifestement un écart entre les objectifs essentiels partagés par l'ensemble des Syriens, et... En ce qui concerne la guerre civile, le monde entier a été témoin de crimes odieux à l'échelle industrielle, notamment des actes de torture et de châtements collectifs, commis tant par l'ancien régime al-Assad que par d'autres acteurs, y compris au sein de l'opposition, le groupe armé État islamique en tête de liste. L'ampleur des traumatismes que les Syriens cherchent à surmonter exige le début d'un processus de justice transitoire. Dans le même temps, pour aller de l'avant, maintenir la cohésion du pays et l'aider à surmonter ses divisions, il faut veiller à préserver le tissu social.

On voit bien que le nouveau régime syrien est pris entre deux feux. Je sais que ses partisans et ses détracteurs au sein de la communauté internationale sont eux aussi pris au piège. En d'autres termes, il existe des points de tension entre le besoin légitime d'obtenir justice, et la nécessité de tourner la page et de s'engager dans un processus de réconciliation. Comme je l'ai dit, il n'existe pas de solution miracle.

L'hon. Steven Guilbeault: Je vous remercie.

[Français]

L'hon. Steven Guilbeault: Madame Dureid, je vous remercie d'être parmi nous. Je vous remercie aussi de votre témoignage.

Dans votre allocution, vous avez suggéré que le Canada ouvre une ambassade. Ce n'est pas nécessairement quelque chose qui fait consensus chez les gens que nous avons reçus.

À votre avis, quels sont les critères qui militeraient en faveur d'un geste comme celui-là?

• (1625)

Muzna Dureid: Je vous remercie de cette question.

D'abord, l'ouverture d'une ambassade annoncerait l'intention du Canada de collaborer davantage avec la Syrie et d'être plus actif sur le terrain. C'est aussi pour soutenir la société civile syrienne. Les critères dépendent aussi de la demande des citoyens canadiens et syriens. C'est pour leur faciliter la vie parce que, dans la région, c'est toujours la guerre, soit en Syrie, soit avec les pays voisins de la Syrie.

Maintenant, la Syrie est plus stable qu'auparavant. Pendant cette guerre entre les États-Unis et l'Iran, la Syrie est plus stable. Il y a beaucoup d'évacuations, et du personnel des ambassades en Syrie a été transféré vers le Liban et la Jordanie. La Syrie est maintenant traitée comme un partenaire quant à l'évacuation humanitaire pour les citoyens étrangers ou pour le personnel des ambassades d'autres pays. Donc, les critères sont liés soit à la demande des citoyens ou à la volonté politique de collaborer avec la Syrie.

Pour répondre à vos deux questions, c'est « oui ».

Le président: Merci.

[Traduction]

Monsieur Brunelle-Duceppe, à vous la parole pour deux minutes et demie, je vous prie.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Merci, monsieur le président.

Monsieur Bonsey, vous avez fait allusion au fait que l'administration Trump a effectué des coupes draconiennes dans le programme

d'aide humanitaire USAID. Il y a une situation de crise au Moyen-Orient. L'aide humanitaire accordée par les pays du Golfe à la Syrie diminue.

On a observé une tangente malheureuse dans des pays européens, qui ont aussi effectué des coupes sévères dans l'aide humanitaire. On n'a qu'à regarder le Japon, qui a ramené cette aide presque à zéro. Présentement, le Canada est un cancre en matière d'aide humanitaire. On a vu, dans le dernier budget, que 2,5 milliards de dollars ont été coupés, alors que les dépenses en défense nationale s'élèvent à 34 milliards de dollars.

Nous avons appris tantôt qu'il y aura une mise à jour économique le 28 avril prochain, à Ottawa. Vous avez l'occasion aujourd'hui d'expliquer au gouvernement en place à Ottawa — qui est maintenant majoritaire — l'importance de l'aide humanitaire et du développement international, entre autres pour la Syrie.

Avez-vous des commentaires à faire sur ce sujet?

[Traduction]

Noah Bonsey: Merci pour ces observations.

Nous avons tous constaté, dans un sens négatif, à quel point la guerre en Syrie a été fortement déstabilisante: des millions de Syriens déplacés et exilés, la montée de la radicalisation de part et d'autre, la crise économique, et ainsi de suite. La Syrie a aujourd'hui l'occasion d'incarner, en quelque sorte, le contraire de tous ces problèmes. En effet, elle constitue à présent, comme d'autres invités l'ont souligné, une sorte d'îlot de stabilité dans une région qui s'est récemment embrasé à grande échelle. La Syrie a la possibilité de devenir un exemple de réussite pour ses voisins. Ses dirigeants doivent certes s'engager sous certaines conditions s'ils souhaitent espérer davantage de soutien sur le plan matériel.

Dans un monde où tant de régions semblent aller de mal en pis, la Syrie est un pays où la situation s'améliore réellement, par contraste avec le désastre des 15 dernières années, voire avant. Par conséquent, la Syrie mérite notre soutien, même dans un contexte où les ressources sont de plus en plus limitées.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Madame Dureid, je vous pose la même question.

Muzna Dureid: Je suis désolée, je n'ai pas entendu la question.

Alexis Brunelle-Duceppe: Le Canada fera une mise à jour économique le 28 avril prochain. Vous avez l'occasion de lancer au gouvernement Carney un message sur l'importance de l'aide humanitaire et du développement international, entre autres pour la Syrie, afin qu'il remette de l'argent dans l'enveloppe budgétaire qu'il a réduite de plus de 2,5 milliards de dollars dernièrement.

Avez-vous des commentaires à faire sur ce sujet?

Muzna Dureid: Les besoins humanitaires sont immenses. On ne peut donc pas garantir la transition démocratique sans aide humanitaire pour les civils, parce qu'il y avait déjà des problèmes.

Le Canada a investi beaucoup dans l'espace humanitaire pour soutenir aussi la société civile de la Syrie. On doit donc continuer cela pour soutenir la transition, parce que la situation est assez fragile. Il y a environ 1,5 million de personnes dans les camps internes. Il y a aussi le retour de réfugiés en Syrie. Présentement, la guerre met beaucoup de pression sur le prix de l'essence et les besoins de base pour les gens. Donc, je pense qu'il faut continuer à aider la Syrie.

• (1630)

[Traduction]

Le président: Je vous remercie, madame Dureid.

Nous allons maintenant passer à M. Michael Chong.

Monsieur Chong, vous disposez de cinq minutes au total, je vous prie.

L'hon. Michael Chong (Wellington—Halton Hills-Nord, PCC): Merci, monsieur le président.

J'ai une question concernant la Russie.

La Russie dispose de deux bases en Syrie: une base aérienne, ainsi qu'une base navale. D'après ce que nous comprenons de la situation actuelle, le nouveau gouvernement syrien a suspendu le bail d'une durée de 49 ans lié à ces deux bases militaires. Les conséquences d'une telle décision ne sont pourtant pas évidentes.

Pourriez-vous nous faire part de vos analyses ou de vos évaluations concernant l'avenir de ces bases navales et aériennes russes en Syrie?

Noah Bonsey: C'est une excellente question. Pour y répondre, il faut passer en revue très brièvement ce qui s'est passé lors de l'offensive rebelle dirigée par le groupe HTS, qui a renversé le régime, car cela nous permettra de comprendre pourquoi la Russie est encore présente là-bas.

Alors que cette offensive gagnait du terrain, HTS — qui constitue aujourd'hui l'autorité dirigeante en Syrie — a fait des démarches auprès des Russes et a négocié avec eux pour les dissuader de soutenir le régime jusqu'au tout dernier moment. À mi-parcours de l'offensive, la Russie a essentiellement cessé d'appuyer le régime, décision qui était le fruit d'un engagement diplomatique entre les deux parties. À ma connaissance, il n'y a pas eu de promesse particulière concernant l'avenir, sauf l'entente tacite selon laquelle la chute du régime Assad n'entraînerait ni le départ immédiat de la Russie ni la fin des pourparlers.

De toute évidence, dans le contexte actuel, les relations les plus importantes pour la Syrie sont celles qu'elle entretient avec la Turquie, l'Arabie saoudite, les États-Unis et, de façon générale, les pays occidentaux, y compris le Canada. La Russie figure très bas dans la liste. À ce stade-ci, les relations avec la Russie ne sont pas cordiales, mais Damas cherche à éviter une résurgence des tensions. La Russie a appuyé le régime Assad sans réserve tout au long du conflit. Il y a donc beaucoup d'animosité entre Damas et Moscou en ce moment, mais les deux parties tentent de préserver une relation — disons — normale.

Je pense que l'avenir de ces bases fera l'objet de négociations constantes entre Damas et Moscou. La confiance ne sera jamais véritablement au rendez-vous, mais les deux parties chercheront tout de même à éviter des frictions inutiles. Elles s'efforceront de repérer des intérêts communs lorsqu'ils existent, mais je ne crois pas qu'elles deviendront un jour des alliées.

Muzna Dureid: De mon point de vue, le geste posé par la Syrie — comme nous avons pu l'observer la semaine dernière lors de la visite de M. Zelensky en Syrie — peut être interprété comme un signe de confiance et de partenariat entre la Syrie et l'Ukraine, fondé sur une volonté commune de faire face aux atrocités et aux violations commises par la Russie à l'encontre des deux pays. La Syrie tente aujourd'hui de se distancier à la fois de l'Iran et de la Russie.

La guerre actuelle entre l'Iran et les États-Unis illustre clairement la nouvelle posture de neutralité adoptée par la Syrie, notamment dans la façon dont elle empêche le soutien iranien au Hezbollah. Par le passé, la Syrie servait de couloir et de passerelle entre l'Iran et le Hezbollah.

Un autre point mérite d'être souligné ici: les accords conclus antérieurement entre le régime Assad et la Russie comportent également des répercussions d'ordre juridique. Le sort de ces bases ne devrait pas être analysé exclusivement sous l'angle politique; il faut aussi tenir compte de la dimension juridique, car la Russie disposait d'un contrat de 40 ans avec le régime Assad pour l'une des bases militaires, en l'occurrence la base navale.

C'est donc une question complexe, mais jusqu'à présent, les signes que nous observons — c'est-à-dire la collaboration avec l'Ukraine et la volonté de la Syrie de se distancier de certains États responsables d'exactions passées — ouvrent, selon moi, des perspectives positives pour l'avenir.

• (1635)

Hisyar Ozsoy: Je me permets d'ajouter que, même si des délégations militaires syriennes se sont rendues à Moscou, nous savons que le régime voudra certainement diversifier sa politique étrangère d'une manière ou d'une autre. On ne peut tout simplement pas s'en remettre à un seul pôle de puissance. Voilà pour le premier point.

N'oublions pas non plus que la Russie dispose d'un droit de veto aux Nations unies. C'est un facteur très important dans le dossier syrien. Nous travaillons toujours dans le cadre de la résolution adoptée en 2015. Je pense que la Russie exerce un certain degré d'influence à cet égard, et elle cherchera sans aucun doute à maintenir sa présence sur ces bases, compte tenu de l'importance géopolitique accrue de la Méditerranée orientale sur le plan de l'énergie et de la sécurité. Pour l'instant, je dirais qu'une telle éventualité n'est pas à l'ordre du jour, mais une fois cette guerre régionale terminée, je pense que nous assisterons à de nouveaux revirements. Je ne crois pas que M. Charaa puisse, à lui seul, neutraliser la Syrie vis-à-vis de la Russie.

L'hon. Michael Chong: Je vous remercie.

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à notre dernière intervenante, Mme Kristina Tesser Derksen.

Vous avez cinq minutes.

Kristina Tesser Derksen (Milton-Est—Halton Hills-Sud, Lib.): Merci beaucoup, monsieur le président.

Je vous remercie tous de me permettre de poser une question aujourd'hui en tant qu'invitée au sein du Comité des affaires étrangères.

J'étais étudiante de premier cycle en sciences politiques lorsque le printemps arabe a éclaté. Je me souviens de l'avoir suivi de près à l'époque, et nous n'avons cessé depuis d'en observer l'évolution, ainsi que l'ampleur des pertes humaines et la destruction des infrastructures.

J'aimerais poser une question à M. Bonsey sur le rôle des institutions financières internationales ou des investisseurs privés qui pourraient participer à la reconstruction des infrastructures en Syrie. Plus précisément, je voudrais savoir comment on prend en compte les risques d'opportunisme qui surgissent parfois lorsque le cadre réglementaire est un peu instable, ainsi que les préoccupations liées à la corruption, à l'attribution de contrats et aux pratiques connexes. Votre groupe surveille-t-il ces enjeux?

Noah Bonsey: C'est loin d'être mon domaine d'expertise, mais je ferais deux ou trois observations. Premièrement, il est évident que la décision de lever la plupart des sanctions et de révoquer la désignation de certains groupes terroristes par les Nations unies, le Canada, les États-Unis et d'autres pays a ouvert le champ économique dans une certaine mesure, mais pas complètement. Il subsiste de nombreux obstacles, notamment le fait que les États-Unis maintiennent toujours la Syrie sur leur liste d'États soutenant le terrorisme — une désignation qui remonte à plusieurs décennies, à l'époque du régime Assad, mais qui demeure en vigueur. Il s'agit toujours d'un environnement restrictif.

Il faut également souligner, comme on l'a mentionné plus tôt, que la primauté du droit reste très limitée. Nous sommes en pleine transition et en pleine transformation, passant d'un régime à un nouvel ordre. Dans un tel contexte, je suis d'accord pour dire qu'il existe un risque important de manque de transparence. La société civile syrienne joue un rôle déterminant à cet égard.

J'ajouterai brièvement que, sur cette question comme sur bien d'autres, la société civile syrienne — représentée par un large éventail de groupes — joue un rôle important pour contester la corruption du gouvernement, dénoncer les erreurs et exprimer des désaccords. À mon sens, il s'agit là d'une véritable source d'espoir pour l'avenir.

Kristina Tesser Derksen: J'ai une petite question complémentaire à poser: comment mesureriez-vous les progrès réalisés? Il y a les intrants et les extrants financiers, mais existe-t-il d'autres types d'indicateurs mesurables et applicables que vous utiliseriez pour évaluer si le développement des infrastructures progresse comme il se doit?

Noah Bonsey: Vous constaterez que je reste prudent sur ce point, car je ne suis pas économiste. Je pense que de nombreux Syriens recherchent des indicateurs très concrets, comme le nombre d'heures d'électricité disponibles, notamment pour savoir si cette disponibilité augmente et dans quelles régions. Bien entendu, la destruction des infrastructures essentielles est d'une telle ampleur que la reconstruction prendra forcément des années.

Kristina Tesser Derksen: Merci beaucoup. Je n'ai pas d'autres questions.

Le président: Merci beaucoup. Cela met fin à cette série de questions.

Je remercie infiniment tous nos invités d'avoir comparu devant le Comité. Nous allons maintenant suspendre brièvement la séance pour nous préparer à accueillir le prochain groupe de témoins.

• (1635) _____ (Pause) _____

• (1640)

Le président: Nous reprenons nos travaux.

J'aimerais maintenant présenter nos témoins pour la deuxième heure.

D'Islamic Relief Canada, nous accueillons Tufail Khan, chef de la direction, qui se joint à nous par vidéoconférence. Du Congrès syro-canadien, nous recevons M. Ayman Al-Yassini, président-fondateur, qui est ici en personne. De l'Union des organisations de secours et soins médicaux-Canada, nous accueillons le Dr Anas Al-Kassem, médecin et vice-président.

Soyez les bienvenus. Vous disposerez d'un maximum de cinq minutes pour formuler vos observations préliminaires, après quoi nous passerons aux questions.

J'invite maintenant M. Khan à faire sa déclaration préliminaire pendant cinq minutes tout au plus. Merci.

Tufail Hussain Khan (chef de la direction, Islamic Relief Canada): Monsieur le président, mesdames et messieurs membres du Comité, je vous remercie de m'avoir invité à comparaître devant vous aujourd'hui.

Je m'appelle Tufail Hussain Khan et je suis le chef de la direction d'Islamic Relief Canada. Je travaille dans le domaine humanitaire depuis 21 ans, et je suis ici aujourd'hui pour vous faire part de ce que nous avons observé sur le terrain et des leçons que nous avons tirées de plus d'une décennie d'intervention en Syrie.

Islamic Relief Canada est la troisième organisation d'aide humanitaire et de développement en importance au Canada, et elle travaille dans plus de 40 pays, parfois dans des contextes parmi les plus complexes et les plus fragiles. D'entrée de jeu, je tiens à souligner que notre mandat est d'ordre humanitaire. Nous adoptons une position de neutralité dans les pays où nous exerçons nos activités, y compris en Syrie. Mes observations d'aujourd'hui porteront sur notre mandat et notre expérience, qui consistent notamment à fournir une aide vitale et un soutien au développement dans l'ensemble des communautés touchées.

Nous œuvrons en Syrie depuis 2012, à partir de six emplacements et avec environ 130 employés. Nous aidons les personnes en fonction de leurs besoins, sans égard à leur sexe, à leurs origines ou à leur identité. Nos équipes soutiennent les communautés de toutes les allégeances religieuses et ethniques. Depuis le début du conflit, nous avons soutenu plus d'un million de personnes par année grâce à nos projets d'accès à l'eau, et 400 000 personnes par année grâce à nos interventions en matière de santé. Nous avons distribué plus de cinq millions de colis alimentaires par année.

Au fil des ans, notre personnel a été exposé à de graves dangers, notamment des combats actifs, des détentions ou des enlèvements contre rançon. Nous avons perdu deux collègues, dont l'un lors d'une frappe aérienne en 2015. Malgré ces épreuves, nos équipes continuent de fournir de l'aide avec le plus grand sens du devoir humanitaire. Nous soutenons actuellement plus de 80 établissements de soins de santé, ce qui permet d'apporter des soins à plus de 400 000 patients chaque année, tout en fournissant des services essentiels comme l'aide alimentaire, l'accès à l'eau, le soutien psychosocial, le renforcement des moyens de subsistance et la prise en charge des orphelins.

Malgré l'évolution du paysage politique, la levée de certaines sanctions et les signes de progrès observables en Syrie, la situation humanitaire demeure extrêmement difficile. La stabilité et la sécurité se sont globalement améliorées, et nous disposons d'un meilleur accès pour mener nos activités. Toutefois, la situation reste celle d'une urgence humanitaire.

Selon l'UNICEF, 16,5 millions de personnes en Syrie ont besoin d'une assistance humanitaire. Même si plus de 800 000 réfugiés sont rentrés l'an dernier, le retour n'est pas synonyme de rétablissement. Des familles retrouvent des maisons détruites, des écoles endommagées et des systèmes de santé fragilisés. Nous voyons la crise évoluer, sans pour autant s'achever. L'insécurité alimentaire demeure généralisée. Les femmes et les enfants continuent de subir les conséquences les plus graves des déplacements et de l'instabilité.

D'après notre expérience, les secours d'urgence et le rétablissement à long terme doivent se faire simultanément. Pour y arriver, nous collaborons avec les autorités locales de différentes façons. Tout d'abord, nous participons à l'approbation des projets et, le cas échéant, à la sélection des infrastructures à remettre en état. Ensuite, nous aidons à renforcer les capacités dans les domaines où l'intervention doit devenir structurelle. Par exemple, dans les cliniques étroitement appuyées par Islamic Relief, nous formons des médecins et des organismes de santé locaux afin qu'ils puissent progressivement prendre le relais.

Nous nous concentrons de plus en plus sur les infrastructures et les services essentiels, comme les soins de santé, l'accès à l'eau et les systèmes communautaires, qui profiteront à des centaines de milliers de personnes au cours des prochaines années. En 2025, nous avons mis en œuvre un projet à Alep et à Idlib pour soutenir plus de 130 000 femmes et filles. Cela comprenait la fourniture de médicaments essentiels et la prestation de soins de santé génésique. Ce projet a d'abord été cofinancé par Affaires mondiales Canada, à hauteur de 1,25 million de livres. Il a ensuite été renouvelé jusqu'en 2026 grâce à un financement supplémentaire de 1 million de dollars canadiens, dans le cadre d'efforts coordonnés en matière d'aide humanitaire et de développement.

À ce titre, en tant que membre de la coalition humanitaire et partenaire de longue date du gouvernement du Canada et d'Affaires mondiales Canada, je souhaite formuler quelques recommandations.

Le maintien du soutien est essentiel. Premièrement, la Syrie a encore besoin d'une aide humanitaire et d'un appui au développement à long terme et à grande échelle.

Deuxièmement, le rétablissement doit reposer sur une approche communautaire et inclusive, en assurant l'accès à des services essentiels comme les soins de santé, la nourriture, l'eau, l'éducation et les moyens de subsistance.

Troisièmement, le Canada doit continuer à soutenir, à protéger et à faciliter l'accès humanitaire.

Le Canada a un rôle important à jouer, non seulement comme donateur, mais aussi comme partenaire de confiance, animé par des principes solides. Sur cette voie, Islamic Relief Canada sera toujours au rendez-vous.

• (1645)

Merci. Je me ferai un plaisir de répondre à vos questions.

Le président: Merci beaucoup de votre déclaration.

J'invite maintenant M. Al-Yassini à faire une déclaration préliminaire d'un maximum de cinq minutes.

Ayman Al-Yassini (président-fondateur, Congrès syro-canadien): Merci, monsieur le président.

Mesdames et messieurs les députés, c'est un honneur pour moi d'être parmi vous aujourd'hui afin d'aborder la question de l'avenir de la Syrie dans le contexte des récents développements survenus au cours de la dernière année et demie.

Je représente le Congrès syro-canadien, un organisme communautaire créé il y a un peu plus d'un an dans le but de promouvoir l'engagement communautaire, les droits de la personne, la gouvernance démocratique et le rapprochement entre le Canada et la Syrie. La présence de la diaspora syrienne dans la mosaïque canadienne ne date pas d'hier. Elle remonte au début du XX^e siècle, mais depuis 2015, nous assistons à la croissance et à l'expansion de cette communauté, qui joue aujourd'hui un rôle actif et bien établi.

Dans mon exposé d'aujourd'hui, j'aimerais aborder brièvement un certain nombre de sujets: premièrement, le contexte historique; deuxièmement, les difficultés internes et régionales; troisièmement, les facteurs de fragilité; et quatrièmement, des recommandations stratégiques.

La situation actuelle en Syrie s'inscrit dans l'héritage d'un régime autoritaire, fondé sur la domination et le contrôle, au sein d'un État en déroute quasi totale. À partir de 2011, la réaction du gouvernement aux mouvements de contestation populaire a entraîné une destruction généralisée, un effondrement économique, des déplacements massifs et de profonds problèmes structurels qui compliquent la transition politique et la réconciliation nationale.

Parmi les facteurs de fragilité, mentionnons le ralentissement de la croissance économique, l'inflation, le chômage et la dépréciation de la monnaie. La capacité de gouvernance s'avère limitée. Des années d'autoritarisme n'ont mené qu'à l'effondrement total des mécanismes de bonne gouvernance. Le secteur de la sécurité demeure lacunaire et inefficace, d'où l'incapacité à élaborer un cadre de sécurité commun pour l'ensemble du pays, même si certains progrès ont été observés ces derniers mois.

Il y a également la question des communautés minoritaires. Le régime Assad est parvenu à légitimer son maintien au pouvoir et à susciter des réactions favorables de la part de gouvernements étrangers en se présentant comme le protecteur des communautés minoritaires. Il s'agissait là d'une contre-vérité majeure. Plutôt que de réduire le débat à la protection des communautés minoritaires, nous devons promouvoir la protection de l'ensemble de la société par la bonne gouvernance et le respect des valeurs démocratiques.

Le gouvernement syrien actuel a réalisé d'importants progrès en matière de sécurité, de coordination de la fonction publique et de prestation de certains services, mais ces améliorations restent modestes et nécessitent une coopération et une collaboration avec des fournisseurs et des partenaires internationaux.

Le Canada a un rôle à jouer dans ce processus. À cet égard, j'aimerais formuler brièvement les recommandations stratégiques suivantes.

Premièrement, il faut désigner un ambassadeur et établir une ambassade à Damas pour favoriser le développement du secteur privé, du commerce et des services au pays. L'ambassadeur actuellement en poste à Beyrouth, dont les fonctions couvrent également la Syrie, accomplit un excellent travail dans le cadre du mandat qui lui est confié, avec l'appui de son équipe. Il est toutefois temps d'aller un peu plus loin et d'envisager l'ouverture d'une ambassade à Damas.

Deuxièmement, il faut faciliter la mobilisation du secteur privé en encourageant les entreprises canadiennes à faire du commerce avec la Syrie et à participer à sa reconstruction.

Troisièmement, la société civile représente une composante importante de la société syrienne et, à ce titre, elle doit être soutenue et accompagnée.

Quatrièmement, l'administration publique syrienne est en défaillance totale. Le Canada peut offrir un soutien précieux dans ce domaine.

- (1650)

Enfin, il faut s'appuyer sur la diaspora syrienne du Canada et faire appel à elle pour fournir des services et prêter main-forte à la reconstruction de la Syrie.

Monsieur le président, honorables députés, la Syrie se trouve à un moment critique de son histoire. Les choix sont limités. Nous pouvons retourner à un passé marqué par la destruction, les conflits sociaux et l'instabilité régionale, ou aller de l'avant, jauger la performance du gouvernement en fonction des résultats concrets et bâtir une société meilleure. Le Canada a une longue expérience au Moyen-Orient, une expérience qui remonte aux années 1950. Nous devons tirer parti de cette longue expérience.

Je vous remercie.

- (1655)

Le président: Merci de votre déclaration.

J'invite maintenant le Dr Al-Kassem à nous livrer sa déclaration liminaire.

Dr Anas Al-Kassem (docteur et vice-président, Union des organisations de secours et soins médicaux-Canada): Monsieur le président, mesdames et messieurs les membres du Comité, chers collègues et témoins, je vous remercie.

Je suis le Dr Anas Al-Kassem. Je comparais devant vous en tant que président de l'Union des organisations de secours et soins médicaux, et en tant que vice-président du bureau canadien de cet organisme, mais aussi en tant que chirurgien canadien et syrien. J'ai à ce titre personnellement mené plus de 20 missions médicales au cours des 14 années de guerre qui ont secoué la Syrie, un conflit que l'ONU a qualifié de pire catastrophe d'origine humaine depuis la Seconde Guerre mondiale. Je vous signale en passant qu'en termes de chiffres, même Gaza n'est pas pire que la Syrie. C'est horrible. Je suis allé à Gaza, mais la Syrie a connu la pire situation depuis la Seconde Guerre mondiale.

Au cours de ces missions, j'ai travaillé dans des hôpitaux de campagne le long des frontières avec la Turquie, le Liban et la Jordanie, puis à l'intérieur de la Syrie, à Alep, Idlib, Raqqa et dans les zones rurales de Damas. La seule ville où je n'ai pas pu me rendre — c'était trop dangereux pour moi d'y aller —, c'est Damas, ma ville.

Nous avons prêté main-forte à la mise en place d'hôpitaux. À l'un d'entre eux situé à la frontière turque, l'hôpital de Bab Al-Hawa, plus de 1 500 interventions chirurgicales étaient pratiquées tous les mois durant la guerre. Nous avons également créé des centres de soins de santé primaires et le premier hôpital de santé mentale dans le nord de la Syrie. J'ai eu l'honneur de lancer le registre des traumatismes en Syrie pendant la guerre. Il y a eu plus de 200 000 blessés, et les données démographiques confirment que 50 % des victimes étaient des femmes et des enfants.

Dans ces hôpitaux de campagne, j'ai exercé ma profession aux côtés de nombreux médecins canadiens. J'ai eu l'honneur de les accompagner en Syrie. Nous avons soigné des milliers de patients, et la majorité d'entre eux étaient des sunnites. La vérité, c'est que c'est la majorité sunnite qui a payé le prix le plus lourd sous le régime d'Assad, subissant pendant des décennies des massacres ciblés, des bombardements et des détentions massives. Beaucoup de ces hommes, femmes et enfants — je me souviens encore de certains d'entre eux — sont morts entre mes mains. J'ai vu de mes propres yeux comment Assad, l'Iran et la Russie ont délibérément pris pour cible des hôpitaux, peut-être pour la première fois dans l'histoire moderne, rendant les soins médicaux presque impossibles dans de nombreuses régions.

Maintenant que le régime a disparu, la priorité est de veiller à ce que les minorités se sentent en sécurité et intégrées, car une stabilité durable passe par la guérison de toutes les blessures, et non par la répétition du cycle de l'exclusion. Bien qu'il y ait eu des tensions et des revers occasionnels, ce qui est normal dans toute transition post-conflit, la tendance générale — comme nous l'ont rapporté de nombreux collègues et témoins auparavant — penche du côté d'une stabilisation et d'une gouvernance inclusive.

En janvier 2026, le président al-Sharaa a promulgué le décret présidentiel n° 13, rétablissant la pleine citoyenneté des Kurdes qui en avaient été privés en 1962, déclarant Nowruz jour férié national pour la première fois dans l'histoire de la Syrie, et annonçant la mise en place de comités de réconciliation pour les communautés alaouites et druzes.

Le nouveau gouvernement s'est montré on ne peut plus disposé à écouter les défenseurs des droits et les organisations humanitaires comme la nôtre. En septembre dernier, j'ai été invité à rencontrer le président al-Sharaa à New York lors de l'Assemblée générale des Nations unies. J'ai également rencontré la ministre des Affaires sociales, notre amie, une compatriote syro-canadienne, l'honorable Mme Hind Kabawat. Nous avons discuté de la manière dont nos organisations peuvent donner du pouvoir aux femmes dans le domaine des soins de santé, étendre les services de soins destinés aux femmes et fournir un soutien psychosocial à des milliers de femmes et d'enfants vulnérables en Syrie. Ces discussions ne sont pas des échanges purement symboliques. Le nouveau gouvernement est prêt à écouter et à agir. Nos discussions débouchent sur des changements concrets.

Monsieur le président, distingués membres du Comité, en tant qu'humanitaires, nous devons réorienter nos efforts d'aide à court terme vers le développement à long terme du pays. La Syrie ne peut pas se reconstruire uniquement grâce à l'aide alimentaire et aux cliniques mobiles. Nous devons investir dans les soins de santé, les infrastructures, l'éducation, les programmes de soins infirmiers, la formation médicale et l'autonomisation des femmes aux postes de direction dans le secteur de la santé. Cette année, j'ai également rencontré le ministre de la Santé, l'honorable al-Ali, pour discuter de la façon dont notre organisation peut contribuer à renforcer le fragile système de santé syrien. Cela n'est possible que grâce aux fonds que nous recevons de pays comme l'Allemagne — par l'intermédiaire de l'agence de coopération internationale GIZ —, de l'Union européenne et, récemment, d'Affaires mondiales Canada, qui nous a généreusement octroyé des fonds destinés au système de santé et à l'aide humanitaire.

• (1700)

C'est à cet égard que le Canada peut jouer un rôle de premier plan, et il occupe une position unique pour le faire. Le Canada est un pionnier dans le domaine de la formation médicale. J'ai obtenu mon diplôme du Collège royal des médecins et chirurgiens du Canada, ici à Ottawa, en 2006. Grâce au cadre novateur CanMEDS et à l'initiative Compétence par conception, un modèle qui a inspiré de nombreux pays au Moyen-Orient et ailleurs, le Collège royal est un leader mondial en matière de formation médicale axée sur les compétences. Nous pouvons désormais mettre à profit ce précieux savoir-faire pour soutenir les médecins et les infirmières qui ont souffert pendant des années sous l'ancien régime syrien.

La prochaine décennie déterminera si la Syrie restera dépendante de l'aide humanitaire ou si elle parviendra à entamer un véritable redressement. Le fait d'investir aujourd'hui dans les soins de santé et l'éducation permettra d'instaurer la stabilité, de renforcer les différentes communautés et de soutenir une gouvernance inclusive pour tous les Syriens.

Je remercie le Comité et le gouvernement du Canada du leadership et de l'engagement soutenu dont il font preuve en ce moment d'importance historique pour la Syrie.

Je vous remercie.

Le président: Merci beaucoup de votre déclaration.

Nous allons maintenant passer aux questions des membres, en commençant par la députée Kronis.

Madame Kronis, vous avez six minutes.

Tamara Kronis (Nanaimo—Ladysmith, PCC): Merci beaucoup de votre hospitalité et de m'avoir permis de me joindre à vous aujourd'hui.

Docteur Al-Kassem, quand avez-vous effectué votre dernier voyage en Syrie?

Dr Anas Al-Kassem: Après ce que nous appelons la libération de la Syrie, je me suis rendu en Syrie à quatre reprises. La dernière fois, c'était en février, il y a un peu plus d'un mois.

Tamara Kronis: Vous y êtes allé assez souvent. Je suis très impressionnée par le fait qu'un hôpital psychiatrique ait été ouvert dans le nord. Je m'interroge sur le type de syndrome de stress post-traumatique qui résulte de la guerre, sur les conditions dans lesquelles les Syriens ont vécu — et celles auxquelles les Canadiens d'origine syrienne ont également été confrontés — et sur l'inquiétude que les gens ressentent pour leurs proches restés au pays. Dans ce contexte, pouvez-vous nous en dire un peu plus sur les approches innovantes mises en place pour traiter le syndrome de stress post-traumatique induit par les conditions dans lesquelles les gens ont dû vivre?

Dr Anas Al-Kassem: Merci beaucoup pour cette question.

Au sein de notre organisation, nous nous concentrons sur les soins de santé primaires, le soutien psychosocial et la santé mentale. Selon l'ONU, plus de deux millions d'enfants en Syrie souffrent de troubles mentaux graves. Nous avons pris cette initiative, car nous avons constaté qu'il n'existait aucun hôpital capable d'accueillir des patients dans le nord de la Syrie. C'est pourquoi nous nous rendons dans les tentes des gens et essayons d'apporter un soutien psychosocial aux enfants et aux populations vulnérables. Beaucoup d'entre eux ont besoin d'être hospitalisés et de recevoir des médicaments et des soins continus à l'hôpital.

Nous avons ouvert cet hôpital il y a environ quatre ans, et nous y avons accueilli des milliers d'enfants. Beaucoup d'entre eux ont désormais quitté l'hôpital et sont de retour dans leur ville ou leur village, en Syrie.

Tamara Kronis: La résilience des enfants est toujours impressionnante, même en temps de guerre, mais quelle est l'ampleur du syndrome de stress post-traumatique chez les civils?

Dr Anas Al-Kassem: Elle est énorme. Vous serez surpris, honorable députée, d'apprendre que j'ai moi-même été victime d'un stress post-traumatique, tant après mon retour de Gaza que de Syrie, et que j'ai eu besoin d'un soutien psychosocial au Canada.

Si un médecin, une infirmière ou un étranger se rend en Syrie pendant une semaine ou deux, il se peut qu'il ou elle ait besoin d'un traitement. Imaginez les enfants et les femmes qui sont sur place. Je me souviens que j'étais dans un hôpital là-bas, que j'étais en sécurité et que tout allait bien, sauf que les enfants entendaient constamment les bombes et ne pouvaient pas dormir. C'est très répandu, et je crois que c'est une affection grandement sous-estimée. Le Canada est un pionnier en matière de santé mentale, et je crois que nous pouvons apporter une aide considérable — non seulement par l'intermédiaire d'une aide pécuniaire, mais aussi grâce au savoir-faire de nos excellents spécialistes en santé mentale — au traitement de milliers de personnes vulnérables en Syrie.

Tamara Kronis: Quels types de traitements sont offerts dans cet hôpital psychiatrique que vous avez fondé dans le nord de la Syrie?

Dr Anas Al-Kassem: Nous avons commencé à leur fournir des médicaments. Pendant la guerre, nous n'offrions que des consultations psychologiques. Il nous manquait la plupart des médicaments indispensables pour traiter la dépression, l'anxiété, le syndrome de stress post-traumatique, etc. Aujourd'hui, nous sommes en mesure de recourir aux décharges électriques dans certains cas graves de dépression et d'anxiété, ainsi qu'à toutes sortes d'autres méthodes de traitement des dépressions graves. Nous avons formé des infirmières en santé mentale et en soutien psychosocial.

En Syrie, malheureusement, il y a peu de spécialistes en matière de psychiatrie, ce qui était déjà le cas avant la guerre. C'était un problème. Nous avons eu la chance d'avoir de nombreux psychiatres canadiens qui se sont portés volontaires en ligne grâce à la télémedecine pour traiter des milliers de patients de cette manière. Cela s'est fait par le truchement de cet hôpital.

• (1705)

Tamara Kronis: Vers la fin de votre exposé, vous avez dit à quel point la prochaine décennie sera cruciale pour la Syrie. Vous vous demandez si le pays sera véritablement capable de se dissocier des guerres par procuration qui l'ont détruite, ces guerres menées par des pays comme l'Iran et la Russie, et vous évoquez l'alternative.

Selon vous, quelles sont les conséquences de ne pas traiter le syndrome de stress post-traumatique, une affection si fréquente dans des territoires qui, comme la Syrie, se relèvent d'une guerre?

Dr Anas Al-Kassem: C'est un enjeu très important. Pour permettre à de nombreux professionnels — y compris mes collègues infirmiers et médecins en Syrie — de retourner dans le secteur de la santé, de fonctionner et d'être pleinement efficaces, nous devons les traiter.

Nous avons toujours sous-estimé le tort causé par le syndrome de stress post-traumatique chez les professionnels de santé. Chaque fois que je me rends sur place, je me rends compte que nous devons nous focaliser d'abord sur les professionnels plutôt que sur les patients. Je crois qu'un programme national axé sur l'ensemble des professionnels de la santé — je parle ici de ma spécialité — serait très utile pour faire en sorte qu'ils puissent reprendre leur travail et être plus efficaces. À défaut de cela, nous allons grandement manquer de professionnels de la santé en Syrie.

Tamara Kronis: Vous avez également dit que ce travail est vraiment important, dans la mesure où vous travaillez principalement avec des femmes et des enfants et où vous constatez les torts bien concrets causés par le régime d'Assad et par ses violations du droit humanitaire international. Existe-t-il un travail conjoint auprès des populations auprès desquelles vous travaillez, afin de rassembler des preuves et assister les enquêteurs internationaux dans le travail qui doit être accompli là-bas à cet égard?

Dr Anas Al-Kassem: Pour panser toutes ces blessures, nous travaillons avec certains groupes, tels que celui de Mme Dureid en Syrie — l'une des témoins précédentes — ainsi qu'avec de nombreuses organisations de femmes, de soins de santé et de défense des droits de l'homme en Syrie et à l'échelle internationale. Nous avons obtenu certains résultats, mais je pense qu'il faudra beaucoup de travail et de ressources financières pour avancer sur ce plan.

Tamara Kronis: Merci du travail que vous accomplissez.

Le président: Nous passons maintenant à la députée Vandenberg, pour six minutes.

Anita Vandenberg: Merci beaucoup, et je remercie tous les témoins.

Je voudrais aborder brièvement la question qui vient d'être effleurée concernant le nombre de personnes qui rentrent au pays. Comme nous l'avons vu ailleurs, lorsque de nombreuses personnes rentrent au pays, cela peut exercer une pression non seulement sur l'approvisionnement alimentaire et les infrastructures, mais aussi sur les relations sociales. Pourriez-vous nous en dire un peu plus sur les pressions liées à ces retours et sur les perspectives que ces retours font naître?

Dr Anas Al-Kassem: Cette question s'adresse-t-elle à moi ou à M. Al-Yassini?

Anita Vandenberg: Je vais vous laisser à chacun un peu de temps pour répondre à cela, en commençant par M. Khan, qui est en ligne. Nous passerons ensuite aux personnes présentes dans la salle.

Tufail Hussain Khan: Nous avons été confrontés à de graves difficultés, car les gens reviennent dans des villages et des villes détruits, où les routes, les hôpitaux, les dispensaires et les infrastructures d'approvisionnement en eau sont en ruines. Malheureusement, les personnes qui reviennent dépendent d'organisations humanitaires telles qu'Islamic Relief, et la charge qui pèse sur nous ne cesse de s'alourdir.

Nous avons désormais un plan de développement à long terme, qui consiste à reconstruire tout ce que je viens de mentionner: routes, cliniques, hôpitaux et écoles. C'est un plan très vaste et très ambitieux. Le défi auquel nous sommes confrontés, bien sûr, c'est le manque de financement pour les plans de développement à long terme. La Syrie ne fait plus la une des journaux et plus de 90 % de nos revenus proviennent de la communauté religieuse la plus généreuse du Canada: la communauté musulmane.

Cependant, comme elle n'entend plus parler de la Syrie, nous avons du mal à lever des fonds pour ces très importants projets de développement à long terme. Il faut que le gouvernement canadien continue de soutenir ces efforts, car à l'heure actuelle, sans le soutien d'Affaires mondiales Canada et du gouvernement canadien, nous aurions du mal à mener à bien ces projets très importants, des projets qui aident non seulement les réfugiés qui rentrent au pays, mais aussi l'ensemble de la population syrienne.

• (1710)

Dr Anas Al-Kassem: Je peux ajouter quelque chose à ce sujet.

Même si la guerre est terminée, nous avons probablement environ 1,5 million de réfugiés déplacés à l'intérieur de la Syrie. Je me suis rendu à la frontière turque et j'ai vu des milliers de tentes. Les gens y vivent depuis 10 ou 13 ans. J'imagine que beaucoup d'entre eux sont nés là-bas. Les enfants ne connaissent rien d'autre que des tentes.

Lorsque j'ai interrogé certaines personnes et certains responsables dans ce genre de camps, ils m'ont dit qu'ils avaient besoin de trois choses. Il leur faut reconstruire leurs maisons et leurs villages, il leur faut des soins de santé fiables et il faut de l'enseignement. Personne ne retournera dans son village pour y construire une maison s'il n'y a ni soins de santé ni lieux d'enseignement.

C'est là un excellent sujet. Si nous pouvons prêter main-forte en mettant en place des services de santé et des écoles dans ces villages et ces villes — et non pas nous contenter de reconstruire leurs villes, leurs ponts, etc. —, beaucoup rentreront chez eux.

Ayman Al-Yassini: Voici la situation dans laquelle nous nous trouvons actuellement: la pauvreté augmente en Syrie. On constate une hausse du coût de la vie. Les services publics sont confrontés à de nombreuses difficultés. Le gouvernement n'est pas en mesure d'assurer l'approvisionnement en électricité et de fournir certains services de base à l'ensemble de la population.

À cela s'ajoute l'afflux de réfugiés déplacés à l'intérieur du pays qui tentent de retourner dans leur lieu de naissance ou dans leur région d'origine. Cette situation exerce une pression considérable sur les services publics et l'économie dans son ensemble. De plus, certaines personnes reviennent de Turquie et d'Europe. Heureusement, des discussions sont en cours entre le gouvernement syrien et la Communauté européenne — notamment l'Allemagne — afin de coordonner le retour des réfugiés syriens.

Il convient de mentionner que certains pays européens — l'Allemagne, par exemple — semblent envisager la situation des réfugiés syriens comme un problème auquel ils doivent remédier en encourageant ces derniers à rentrer chez eux. Cependant, la question n'est pas si simple. Le retour des réfugiés syriens d'Allemagne vers la Syrie doit se faire sur une base volontaire. Cette initiative doit être coordonnée avec le gouvernement syrien et s'accompagner de la mise en place d'infrastructures adéquates pour accueillir ces personnes.

Anita Vandenberg: Merci.

Je dirais qu'au Canada, nous tirons un immense bénéfice des contributions des réfugiés syriens.

J'aimerais revenir rapidement à M. Khan.

Nous considérons les femmes qui se trouvent dans ce genre de situations de crise comme des victimes et des bénéficiaires de l'aide. Qu'avez-vous observé relativement à la participation active des femmes à la recherche de solutions et à la reconstruction?

Tufail Hussain Khan: J'ai déjà mentionné le projet d'Affaires mondiales Canada, dans le cadre duquel nous venons en aide à 130 000 femmes et enfants. La participation des femmes en Syrie a joué un rôle essentiel dans la conception de ce programme.

Nous estimons qu'il est essentiel de veiller à ce que les bénéficiaires soient associés à la conception de tout programme. Ils ont joué un rôle très actif dans la conception d'un grand nombre de nos programmes. Bon nombre de ces derniers sont axés sur les besoins des personnes les plus vulnérables de la société. Nous appliquons des critères de sélection en fonction des besoins partout où nous intervenons. Parmi les critères prioritaires figurent notamment les ménages dirigés par une femme. Nous veillerons toujours à les mobiliser.

Le président: Merci beaucoup.

La parole est maintenant à M. Brunelle-Duceppe.

Vous avez six minutes.

• (1715)

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Merci, monsieur le président.

Monsieur Al-Yassini, vous représentez la communauté syro-canadienne au Canada.

Pourriez-vous nous dire dans quelle mesure la diaspora syrienne au Canada garde espoir et fait confiance au processus de transition démocratique en Syrie présentement?

[Traduction]

Ayman Al-Yassini: La diaspora syrienne au Canada est représentative de la société syrienne dans son ensemble. Les opinions divergent au sein des communautés. Certaines de ces opinions sont motivées par l'appartenance ethnique ou religieuse, tandis que d'autres facteurs entrent également en jeu, comme l'affiliation politique de ces personnes ou de leur famille.

Dans l'ensemble, la communauté syrienne au Canada se réjouit de ces changements. Ces personnes constatent que le régime d'Assad était un gouvernement totalitaire et répressif. Parmi les victimes de ce régime figuraient des minorités. Cette réalité contraste avec l'idée — ou la fausse idée — selon laquelle le régime d'Assad aurait protégé les minorités.

La communauté syrienne est optimiste. Elle souhaite voir des changements, mais elle s'impatiente quelque peu face au rythme auquel ceux-ci s'opèrent. La tâche serait difficile pour tout gouvernement — et je ne cherche pas ici à défendre telle ou telle politique —, en particulier pour un gouvernement issu de l'opposition et d'actions militaires, qui doit désormais gouverner une société complexe en tant que gouvernement civil.

Au niveau de la présidence — et c'est ainsi que j'interprète la situation —, le gouvernement a de bonnes intentions, mais une mentalité autoritaire et sectaire semble s'être répandue dans toute la société, et se reflète dans les décisions du gouvernement. Par exemple, certaines décisions du gouvernement de Damas ont récemment suscité l'hostilité de la communauté chrétienne et d'autres

communautés, notamment la mauvaise gestion par le gouvernement des manifestations à Lattaquié. C'est un autre problème.

En résumé, il faut aborder chaque question séparément et suivre l'évolution de la situation à mesure qu'elle se développe. La communauté syrienne dans son ensemble, ou du moins dans sa grande majorité, je pense, est favorable à ces changements, mais elle souhaiterait que les choses avancent plus rapidement.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Je vous remercie de votre réponse détaillée. C'était très bien.

J'aimerais poser rapidement quelques questions à MM. Khan et Al-Kassem.

Nous avons parlé de l'aide internationale et de la réduction des enveloppes budgétaires un peu partout dans les pays occidentaux.

Pensez-vous que, présentement, les enveloppes qui sont consacrées à l'aide internationale sont suffisantes? Je ne pense pas seulement à celles accordées par le Canada, mais aussi à celles accordées par des pays européens ou des pays riches?

Est-ce qu'on répond bien aux besoins de la population syrienne, monsieur Khan?

Monsieur Al-Kassem, vous pourriez ensuite répondre à la question dans une perspective médicale, sur le plan de la santé publique.

Vous pouvez répondre en premier, monsieur Khan.

[Traduction]

Tufail Hussain Khan: Pour être franc, la réduction de l'aide publique au développement fournie par les pays du monde entier, en particulier par USAID, qui était de loin le principal contributeur au système international d'aide au développement et d'aide humanitaire, a eu des conséquences tout simplement désastreuses. Nous en constatons les effets sur le terrain en Syrie, où 16,5 millions de personnes dépendent d'organisations humanitaires comme Islamic Relief. Cette situation dépasse les capacités d'organisations comme Islamic Relief, qui dépendent fortement des dons de la communauté musulmane.

Comme je l'ai déjà mentionné, plus de 90 % de nos revenus proviennent de la communauté. Ce niveau de besoins nécessite le soutien des pouvoirs publics et de plusieurs nations. Un soutien massif est nécessaire pour que nous puissions apporter le changement immédiat et durable dont a besoin la population syrienne. À défaut, il semble que nous ne fassions que colmater les brèches d'une situation très difficile.

• (1720)

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Merci.

Monsieur Al-Kassem, quelles sont vos observations là-dessus?

[Traduction]

Dr Anas Al-Kassem: Merci beaucoup, cher député, pour cette question.

Je suis d'accord pour dire que le retrait de USAID a été un coup dur. Par ailleurs, nous avons constaté récemment au sein de notre organisation que des fonds importants ont été alloués à Gaza et au Yémen, où les conflits font rage. Nous continuons de recevoir des fonds du Canada et de partenaires européens, mais il a été plus difficile d'apporter notre aide dans d'autres conflits. Le Soudan est un autre exemple, et cette situation a eu des répercussions considérables sur la Syrie. Nous sommes très préoccupés par le manque de financement des initiatives humanitaires et de développement.

Le président: Merci beaucoup.

La parole est maintenant à M. Ziad Aboultaif. Vous disposez de cinq minutes.

Ziad Aboultaif: Merci, monsieur le président. Je remercie les témoins d'avoir accepté de comparaître devant le Comité aujourd'hui, et je leur souhaite la bienvenue.

Monsieur Al-Yassini, vous êtes le président et fondateur du Congrès syro-canadien. Vous avez évoqué les groupes ethniques et religieux au sein de la communauté syrienne du Canada. Pensez-vous que votre Congrès représente toutes ces communautés?

Ayman Al-Yassini: Probablement pas, non. Je pense qu'il serait tout à fait absurde de croire qu'un groupe quelconque représente l'ensemble de la communauté syrienne ou de la diaspora. La communauté syrienne, à l'instar d'autres communautés ethniques et culturelles au Canada, est très diversifiée. Les membres de cette communauté interprètent différemment le passé et le présent, sans parler de l'avenir.

Représentons-nous l'ensemble de la communauté syrienne? Non. Cependant, nous représentons des valeurs — celles de la bonne gouvernance, de l'engagement en faveur des droits de la personne et d'une société inclusive — et nous pensons également que le Canada partage beaucoup de choses avec la Syrie.

Ziad Aboultaif: Vous avez évoqué des valeurs canadiennes très importantes: les droits de la personne, la démocratie et l'inclusion. M. Al-Kassem a également évoqué la sécurité des communautés et des minorités au Canada, ainsi que l'inclusion. Pensez-vous que ces communautés ethniques et religieuses sont en sécurité en Syrie aujourd'hui?

Ayman Al-Yassini: Ces communautés — et quand je dis « ces communautés », je parle des communautés culturelles, ethniques et religieuses — subissent des pressions tant internes qu'externes. Au niveau interne, elles subissent des pressions en raison de l'héritage de l'autoritarisme. J'irais même plus loin et je dirais que depuis l'indépendance de la Syrie, le communautarisme a toujours occupé une place prépondérante dans les relations entre les communautés.

Elles subissent également des pressions sur le plan régional. Israël ne fait rien pour améliorer la situation. Les efforts déployés par Israël pour inciter la communauté druze à faire sécession de la Syrie sont regrettables. Ils compromettent les chances de rétablissement de la Syrie et ont également des répercussions sur la stabilité dans la région.

Sont-elles en sécurité? Non. Pouvons-nous assurer leur sécurité ou l'améliorer? La réponse est oui. C'est là que le Canada a un rôle à jouer.

Ziad Aboultaif: Des rapports internationaux indiquent que les forces gouvernementales auraient été impliquées dans des tueries et des attaques perpétrées contre différents groupes minoritaires en Syrie au cours de l'année écoulée. Que diriez-vous à ce sujet au

gouvernement actuel? Si vous défendez les droits de la personne, la démocratie et la protection de ces minorités, que diriez-vous au gouvernement au sujet de l'implication des forces gouvernementales dans le massacre de ses propres citoyens?

Ayman Al-Yassini: Je m'insurge contre l'affirmation selon laquelle les forces gouvernementales tueraient leurs propres citoyens, ce qui donne l'impression qu'il s'agit d'une politique délibérée du gouvernement. Je ne pense pas que ce soit le cas. Au contraire, lorsque les événements se sont produits dans la région de Lattaquié, le gouvernement syrien a envoyé des intermédiaires et a tenté de régler le problème. Par ailleurs, bien sûr, dans la région de Sweida, on a bien sûr tenté de parvenir à une réconciliation.

Nous devons, d'une manière ou d'une autre, régler les problèmes liés à la sécurité publique et à la sécurité des communautés sous l'angle des droits de la personne, comme vous l'avez justement souligné. Amnistie internationale, Human Rights Watch, Freedom House et d'autres groupes de réflexion, agences et organismes de surveillance internationaux parlent de ces troubles civils. Ces incidents sont bien documentés, mais je m'efforcerais de développer et de renforcer la société civile et une communauté inclusive, et nous devons éduquer et informer tous...

• (1725)

Ziad Aboultaif: Dans la circonscription d'Edmonton Manning, je compte parmi mes électeurs des membres des communautés syriennes: des Kurdes, des Alaouites et des Druzes. Je les ai rencontrés. Ils m'ont raconté leur histoire. J'ai écouté le récit du massacre de leur peuple. J'ai vu des photos et des vidéos horribles montrant comment leurs familles sont tuées, torturées et déplacées, et comment des femmes ont été violées en Syrie.

Que pouvez-vous dire au gouvernement à ce sujet?

Le président: Répondez très brièvement, s'il vous plaît.

Ayman Al-Yassini: Mettez en place toutes les ressources nécessaires pour empêcher ces meurtres, adoptez une politique énergique et travaillez en parallèle sur d'autres questions, comme la justice transitionnelle, le développement économique et la coopération régionale.

Le président: Merci beaucoup.

Pour finir, nous allons donner la parole à Steven Guilbeault.

Vous avez cinq minutes.

[Français]

L'hon. Steven Guilbeault: Merci, monsieur le président.

Je vais céder ma dernière minute de temps de parole à ma collègue Mme Vandenbeld.

[Traduction]

Monsieur Khan, vous avez indiqué dans votre introduction que le Canada avait un rôle important à jouer dans le domaine de l'aide humanitaire. Pourriez-vous nous en dire un peu plus sur la nature exacte de ce rôle pour le Canada?

Tufail Hussain Khan: Le Canada a très bien recalibré son cadre de sanctions, en adoptant une approche plus ciblée. Nous devons nous assurer que ces changements ont bien été communiqués aux organismes financiers et aux acteurs de notre chaîne d'approvisionnement. Les organisations comme Islamic Relief pourront ainsi agir avec plus de souplesse, ce qui nous permettra d'acheminer plus rapidement l'aide vers les personnes qui en ont le plus besoin.

Nous avons déjà mentionné que des fonds sont nécessaires. Lorsque nous examinons les chiffres, nous tenons compte des dégâts. Je crois que le Dr Al-Kassem a mentionné que les dégâts en Syrie sont plus importants, tant en chiffres qu'en superficie, qu'à Gaza. Nous n'avons jamais rien vu de semblable à Gaza. Compte tenu de l'ampleur des besoins, il est indispensable que les gouvernements s'engagent à soutenir et à financer nos programmes de reconstruction à long terme et de développement durable.

Le Canada a toujours été un leader respecté en matière d'action humanitaire. Un pays comme le Canada devra faire preuve de leadership à l'échelle mondiale pour inciter d'autres nations à se mobiliser et à répondre aux besoins sur le terrain en Syrie.

Voilà ce que je peux dire.

L'hon. Steven Guilbeault: Pourriez-vous nous aider à comprendre ou nous donner quelques conseils sur le soutien à apporter pour assurer le rétablissement rapide et au renforcement de la résilience, en faisant clairement la distinction avec les efforts de reconstruction?

Tufail Hussain Khan: Évidemment, les soins de santé sont importants pour moi. Le Dr Al-Kassem a évoqué le soutien en matière de santé mentale, qui doit être apporté de toute urgence. Les programmes d'aide à la subsistance qui permettent aux gens de revenir, de se construire un semblant de vie et de subvenir à leurs besoins dans la dignité sont essentiels. Il en va de même pour le logement. De nombreuses personnes vivent encore sous des tentes, car des centaines de milliers de logements ont été détruits. Ce sont là les besoins réels, urgents et immédiats auxquels nous devons répondre pour aider les Syriens à reprendre pied dans la dignité.

Ce que je peux dire à propos des Syriens, c'est qu'ils sont un peuple très fier et qu'ils ne veulent pas vivre d'aumônes. Ils souhaitent pouvoir sortir de cette situation difficile dans la dignité. Compte tenu de l'ampleur des besoins, ils ne pourront pas y parvenir sans l'aide internationale.

• (1730)

L'hon. Steven Guilbeault: Monsieur Al-Kassem, comment pouvons-nous renforcer la coordination entre le Canada et les pays qui partagent les mêmes valeurs en matière d'aide humanitaire, plus particulièrement dans le secteur médical, afin de garantir l'efficacité de cette aide, d'en optimiser les bénéfices et, peut-être, de veiller à ce qu'il n'y ait pas de lacunes?

Dr Anas Al-Kassem: Nous disposons d'organisations de santé bien établies qui possèdent une expertise dans les interventions en

zones de guerre ainsi que dans les situations d'après-conflit. En nous adressant à ces organisations, sans pour autant travailler directement avec le gouvernement, nous souhaitons venir en aide à la population syrienne.

Comme l'a indiqué M. Aboultaif, il y a eu des problèmes avec la gestion de certains soulèvements, notamment à Sweida. Nous devons l'admettre, mais nous devons également nous concentrer sur la population syrienne, les femmes vulnérables et les enfants de Syrie. Nous pouvons nous adresser à ces organisations reconnues et travailler par leur intermédiaire jusqu'à ce que nous nous sentions en mesure de collaborer directement avec le nouveau gouvernement syrien.

Anita Vandenberg: Monsieur le président, je crois qu'il nous reste encore un peu de temps.

Le président: Oui.

Anita Vandenberg: Merci.

Les députés ont discuté de la question. J'espère donc que tout le monde est d'accord pour que la ministre Anand vienne nous parler du budget des dépenses. Je crois qu'on distribue actuellement une motion dans les deux langues officielles. Je vais donc la lire maintenant.

Je propose que le Comité accepte de consacrer une réunion à l'étude du Budget principal des dépenses et qu'il invite la ministre des Affaires étrangères, le sous-ministre des Affaires étrangères, ainsi que les hauts fonctionnaires pertinents d'Affaires mondiales Canada à comparaître.

Le président: Merci d'avoir présenté cette motion.

Mes collègues soutiennent-ils cette motion?

(La motion est adoptée.)

Le président: Merci à nos témoins d'être venus, de s'être exprimés et d'avoir répondu à toutes les questions.

Notre prochaine réunion aura lieu ce jeudi.

Plaît-il au Comité de lever la séance?

Des députés: Oui.

Le président: La séance est levée.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>